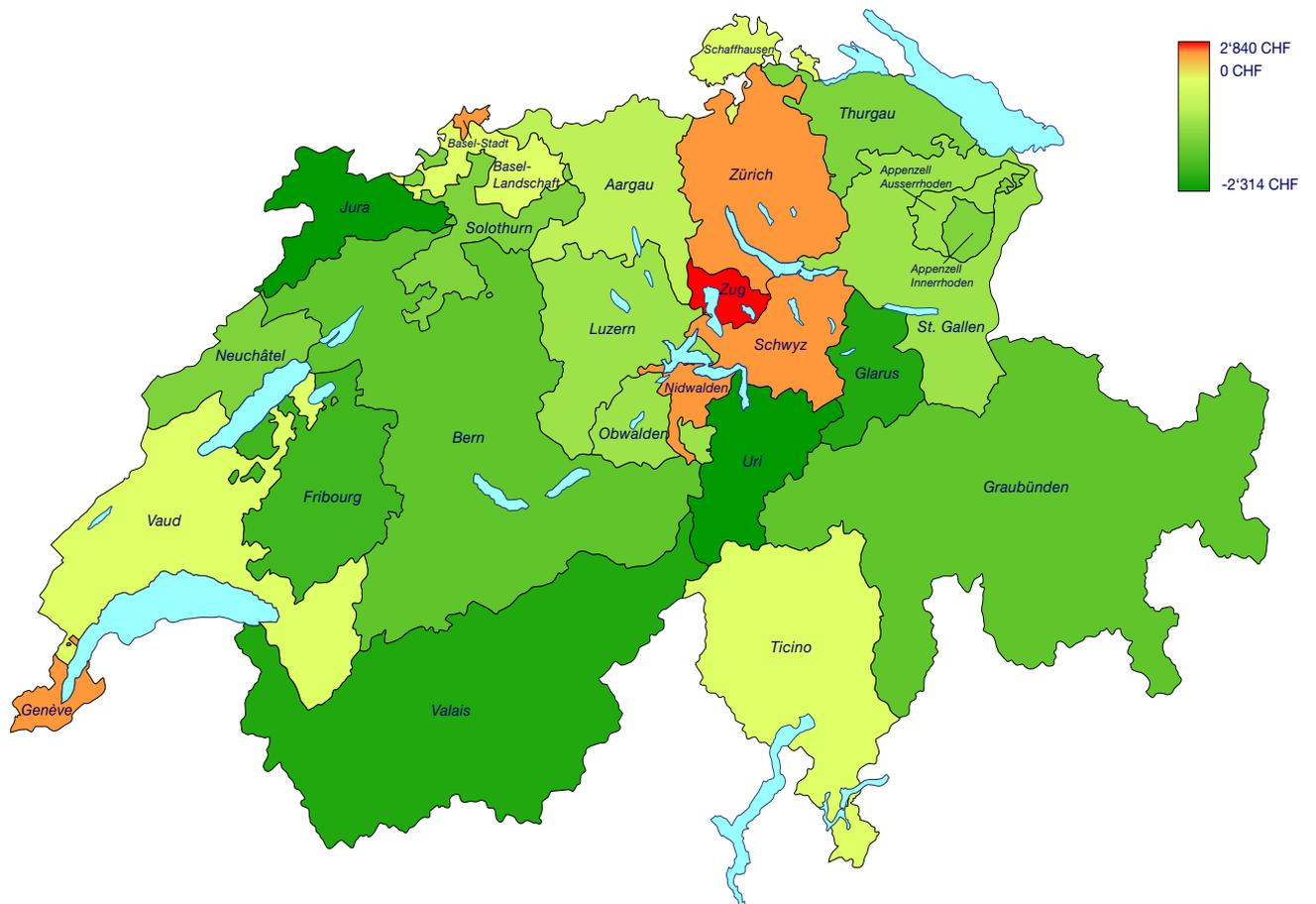


Péréquation des ressources et compensation des charges et des cas de rigueur

# Péréquation financière 2016

## entre la Confédération et les cantons



Paiements compensatoires nets en francs par habitant; péréquation financière pour 2016



Tableaux des données (Excel)

<http://www.efv.admin.ch/ff/> ⇨ Documentation ⇨ Politique budgétaire, Bases ⇨ Péréquation financière ⇨ Chiffres

# Table des matières

<b>1</b>	<b>Contexte</b>	<b>3</b>
1.1	Bases légales	3
1.2	Activités du Contrôle fédéral des finances (CDF)	3
1.3	Groupe technique chargé de l'assurance-qualité	3
1.4	Statut du présent rapport	4
1.5	Documents complémentaires sur Internet	4
<b>2</b>	<b>Modifications de l'OPFCC pour la troisième période quadriennale</b>	<b>5</b>
2.1	Résultat de l'audition des cantons	5
2.2	Autres thèmes abordés par les cantons	7
<b>3</b>	<b>Péréquation des ressources en 2016</b>	<b>9</b>
3.1	Éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2016	10
3.1.2	Revenus déterminants imposés à la source en 2016	13
3.1.3	Fortunes déterminantes en 2016	16
3.1.4	Bénéfices déterminants des personnes morales en 2016	18
3.1.5	Répartitions fiscales déterminantes en 2016	22
3.2	Potentiel de ressources et indice des ressources en 2016	23
3.3	Péréquation des ressources en 2016 – Versements des cantons à fort potentiel de ressources et montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources	26
3.4	Mesures en cas de qualité insuffisante des données	30
<b>4</b>	<b>Compensation des charges en 2016</b>	<b>31</b>
4.1	Compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques (CCG)	31
4.2	Compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS)	36
4.2.1	Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS, domaines A à C)	36
4.2.2	Charges excessives déterminantes des villes-centres (CCS, domaine F)	38
4.2.3	Paiements compensatoires liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques	41
<b>5</b>	<b>Compensation des cas de rigueur en 2016</b>	<b>43</b>
<b>6</b>	<b>Vue d'ensemble des paiements en 2016</b>	<b>45</b>
	<b>Annexe</b>	<b>51</b>
	Rapport succinct du Contrôle fédéral des finances (CDF)	51



# 1 Contexte

## 1.1 Bases légales

Le système actuel de péréquation financière est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Inscrite à l'art. 135 de la Constitution fédérale, la péréquation financière est régie par la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC) ainsi que par l'ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges (OPFCC).

Selon les art. 5, al. 1 et 9, al. 1 PFCC, le Parlement fixe, par voie d'arrêté fédéral, les contributions de base à la péréquation des ressources et à la compensation des charges par périodes successives de quatre ans. En cours de période quadriennale, les dotations sont adaptées conformément aux dispositions de la PFCC (art. 5, al. 2, et art. 9, al. 2). Les arrêtés fédéraux du 19 juin 2015 déterminent les dotations de la péréquation des ressources et de la compensation des charges.

Le processus annuel de calcul des indices des ressources et des charges ainsi que des paiements compensatoires se fonde sur l'OPFCC. Il est décrit en détail dans le message du 8 décembre 2006 sur la dotation de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur (FF 2007 687 ss). Le groupe technique chargé de l'assurance-qualité accompagne ce processus (art. 44 OPFCC).

## 1.2 Activités du Contrôle fédéral des finances (CDF)

En vertu de l'art. 6, let. j de la Loi fédérale sur le Contrôle fédéral des finances (LCF), le Contrôle fédéral des finances (CDF) examine le calcul de la péréquation financière et assure la qualité des données fournies à cet effet par les cantons et les services fédéraux concernés. Ainsi, afin d'assurer la qualité des données de base, il a mené des audits auprès des administrations fiscales cantonales depuis l'introduction de la nouvelle péréquation financière. Durant la troisième période quadriennale 2016–2019, tous les cantons feront l'objet d'un audit. En 2015, le CDF a examiné les données relatives à une sélection d'indicateurs de l'année fiscale 2012 livrées par les cantons d'Argovie, d'Appenzell Rhodes-Extérieures, d'Appenzell Rhodes-Intérieures, de Glaris, de Neuchâtel et d'Uri. En présence d'erreurs systématiques, l'audit a été étendu aux années fiscales 2010 et 2011 (cf. le rapport succinct du 16 juin 2015 du CDF en annexe).

## 1.3 Groupe technique chargé de l'assurance-qualité

Ce groupe technique a été institué par le DFF (art. 44, al. 1, OPFCC). Il est chargé d'assurer la qualité des bases de calcul de la péréquation financière. Il a notamment pour tâche d'examiner la situation et de discuter des éventuelles mesures à prendre en matière d'assurance-qualité avec le CDF. En outre, il se prononce sur les questions de méthode.

Pour respecter le calendrier relatif aux chiffres 2016, les calculs se sont fondés sur les données les plus récentes, soit celles disponibles au 9 juin 2015.

#### 1.4 Statut du présent rapport

Le groupe technique chargé de l'assurance-qualité a approuvé le présent rapport à sa séance du 16 juin 2015. Ce document présente les résultats des travaux effectués par l'AFF et par le groupe technique pour le nouveau calcul des indices et des paiements compensatoires pour l'année de référence 2016.

Le présent rapport est conçu de manière à permettre de comparer les chiffres-clés jouant un rôle central pour l'année de paiement 2016 à ceux de l'année précédente. L'accent y est donc volontairement mis, par souci de clarté, sur les principaux résultats des derniers calculs. Les tableaux cités dans le rapport permettent également de comparer entre elles chacune des années de calcul (2010, 2011 et 2012) pour tous les éléments du potentiel de ressources.

#### 1.5 Documents complémentaires sur Internet

Toutes les bases de calcul (tableaux Excel) servant à déterminer les indices des ressources, les indices des charges et les paiements compensatoires sont téléchargeables sur Internet, pour permettre aux cantons de vérifier systématiquement la plausibilité de leurs données:

[www.efv.admin.ch/ff/](http://www.efv.admin.ch/ff/) → Documentation → Politique budgétaire, Bases → Péréquation financière → Chiffres

La documentation publiée sur Internet fait partie intégrante du présent rapport.

---

##### **Durée de l'audit**

La Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances (CDF) confirmera au DFF que les cantons ont pris connaissance des calculs et lui transmettra son avis concernant les propositions éventuelles des cantons jusqu'au 30 septembre 2015 (voir FF 2007 689).

---

## 2 Modifications de l'OPFCC pour la troisième période quadriennale

A compter du début de la troisième période quadriennale de la péréquation financière, à savoir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, il est prévu de mettre en vigueur des modifications de l'OPFCC dues à diverses raisons et allant au-delà des adaptations annuelles des chiffres péréquatifs. Ces adaptations répondent à une nécessité particulière (précision, correction ou simplification) ainsi qu'à des décisions prises par le groupe technique chargé de l'assurance-qualité. Déterminantes pour le calcul des chiffres de la péréquation financière 2016, elles ont fait l'objet d'une audition préalable auprès des gouvernements cantonaux entre avril et mai 2015.

Organisée par l'AFF, l'audition portait tout d'abord sur les nouvelles valeurs du facteur alpha et des facteurs bêta, qui doivent être recalculés à chaque nouvelle période quadriennale en vertu de l'art. 13, al. 4 resp. de l'art. 19, al. 3 OPFCC. Par ailleurs, les expériences faites en matière d'assurance-qualité justifient de faire entrer dans le droit définitif les dispositions relatives au traitement des personnes morales jouissant d'un statut fiscal spécial, qui n'ont été taxées que provisoirement (passage de l'art. 54 OPFCC des dispositions transitoires à l'art. 19, al. 5 et 6 OPFCC du droit définitif). En outre, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a proposé une amélioration du concept et de la méthode de calcul de l'indicateur de pauvreté. Cette adaptation a également été soumise à la consultation des cantons. Finalement, en plus de ces adaptations principales, d'autres modifications de nature plus technique étaient nécessaires, comme la précision de la définition de la population pour la péréquation des ressources.

### 2.1 Résultat de l'audition des cantons

La CDF ainsi que tous les cantons ont répondu à l'audition portant sur les modifications de l'OPFCC. La plupart des changements proposés ont été largement approuvés. Les réponses de la CDF et des cantons aux différentes questions posées sont résumées ci-dessous:

Un des points principaux de l'audition concernait le facteur alpha. Les adaptations techniques de sa méthode de calcul ont été une nouvelle fois soutenues par la CDF et tous les cantons. Elles avaient déjà été approuvées lors de la consultation du deuxième rapport sur l'efficacité. Dès lors, pour le calcul du facteur, le rendement sera déterminé par la moyenne géométrique et les logements en propriété par étage seront pris en compte dans le rendement des biens immobiliers. En vertu de l'art. 13, al. 4 OPFCC, le facteur alpha doit être actualisé pour la troisième période quadriennale. Il passe ainsi de 0,8 % à 1,5 %. Ce nouveau calcul est approuvé par la CDF et la majorité des cantons. Néanmoins, la CDF ainsi que plusieurs cantons (NW, ZG, BS, SH, GR, TI et JU) considèrent la forte volatilité d'alpha comme un problème. Dans ce contexte, le canton de Bâle-Ville souhaiterait que le calcul du facteur alpha soit révisé dans le cadre du troisième rapport sur l'efficacité et qu'il se base sur l'exploitabilité fiscale de la fortune. Par ailleurs, les cantons de Schwytz et de Zoug mettent chacun une condition à l'acceptation de la nouvelle valeur du facteur alpha. Pour le canton de Schwytz, le facteur alpha de 1,5 % ne devrait être utilisé que si le Parlement parvient à un accord sur la dotation pour la troisième période quadriennale. Quant au canton de Zoug, il accepte la nouvelle valeur d'alpha uniquement si les bénéficiaires des personnes morales sont pondérées dans le potentiel de ressources en fonction de leur exploitabilité fiscale. Compte tenu de l'approbation de la CDF et de la majorité des cantons, le nouveau facteur alpha est appliqué pour la troisième période quadriennale.

L'actualisation périodique des facteurs bêta pour la troisième période quadriennale selon l'art. 19, al. 3 de l'OPFCC par l'AFC était également soumise à l'audition. La CDF et les cantons ont pris note des nouvelles valeurs valables dès 2016 et ne demandent aucune modification. La CDF rappelle que les cantons peuvent vérifier la plausibilité de leurs facteurs bêtas internes mais que les données fiscales de base, nécessaires au calcul des facteurs bêtas, sont confidentielles. Pour cette raison, ils ne peuvent pas être vérifiés par les cantons. Ce point a également été soulevé par quelques cantons (LU, SZ, BS, TG, VD et VS), sans toutefois être directement critiqué. Le canton du Jura relève également la volatilité des facteurs. Les avis positifs de la CDF et des cantons permettent donc l'utilisation des nouveaux facteurs bêtas.

Suite aux recommandations formulées par le Contrôle fédéral des finances, l'OFS a proposé une amélioration du concept et du mode de calcul de l'indicateur de pauvreté. Approuvée par la Conférence suisse des directrices et directeurs des affaires sociales (CDAS), cette optimisation rend nécessaire une adaptation de l'art. 34 de l'OPFCC et l'ajout à cette dernière d'un art. 34a. Leur entrée en vigueur étant prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2017, ces modifications étaient également soumises à l'audition préalable d'avril et mai 2015. La majorité des cantons (15) sont favorables aux modifications proposées et se réjouissent de l'effort d'amélioration de l'OFS sur l'indicateur de pauvreté. Néanmoins, la CDF ainsi que plusieurs cantons (LU, SZ, GL, BS, SH, SG, GR, TG, TI, VD et JU) ont jugé les explications fournies pour l'audition trop peu détaillées, en particulier celles concernant les répercussions financières pour les cantons. Par conséquent, ils n'ont pas pu prendre position sur l'adaptation de l'art. 34 et l'ajout de l'art. 34a OPFCC.

L'audition portait également sur la précision, dans l'ordonnance, de la définition de la population pour le calcul du potentiel de ressources par habitant et pour le calcul des paiements de la péréquation des ressources. Purement formelle, cette adaptation de l'ordonnance est approuvée par la CDF et tous les cantons. Sans remettre en cause la nécessité de cette précision, les cantons de Zurich, de Lucerne et du Tessin considèrent l'intégration de la population résidente non-permanente moyenne comme étant problématique. Les cantons de Zurich et du Tessin évoquent notamment l'exécution annuelle des relevés qui ne permet de recenser les employés de nationalité étrangère qu'au 31 décembre. La périodicité des relevés est cependant définie dans le cadre du nouveau système de recensement de la population et tient compte des réalités de la statistique et des possibilités de réalisation des enquêtes. Quant au canton de Lucerne, il propose d'utiliser la même définition de population que pour la compensation des charges, c'est à dire la population résidente permanente moyenne uniquement. Egalement exploitable sur le plan fiscal, l'intégration de la population résidente non-permanente moyenne est cependant justifiée et n'est pas contestée. Au vu des commentaires de la CDF et des cantons, la définition de la population est donc précisée dans l'ordonnance.

La reprise de l'art. 54 OPFCC dans le droit définitif à l'art. 19, al. 5 et 6 est soutenue par la CDF et tous les cantons. Ainsi, l'application des facteurs bêta également pour les taxations provisoires des bénéfices des entreprises à statut fiscal spécial se poursuivra si la qualité des données provisoires est équivalente à celle des données définitives.

La simplification de l'ordonnance par la suppression de certaines annexes comportant uniquement des indicateurs intermédiaires est soutenue par la CDF et tous les cantons à l'exception d'Uri. Compte tenu de ce large soutien, l'ordonnance sera simplifiée et seuls les résultats importants ainsi que tous les transferts continueront à figurer dans l'OPFCC. Supprimés de l'ordonnance, les indicateurs intermédiaires restent accessibles en tout temps au format Excel sur la page internet des chiffres de la péréquation financière. La CDF et quelques cantons (SZ, OW, BS et AR) souhaiteraient que le lien à ces données soit indiqué, par exemple dans l'ordonnance. Cependant, en raison de l'actualisation régulière des pages Web de la Confédération, les références à des liens internet ne peuvent être facilement intégrés dans un texte juridique. Par conséquent, les informations sur l'accès à ces données continueront d'être explicitement indiquées dans le chapitre 1.5 du présent rapport.

Par ailleurs, la CDF et quatre cantons (SZ, SG, GR et VS) ont explicitement salué les autres corrections et modifications techniques de l'ordonnance, qui étaient également présentés dans les documents de l'audition.

## **2.2 Autres thèmes abordés par les cantons**

A l'occasion de l'audition, certains cantons se sont exprimés sur différents thèmes relatifs à la péréquation financière. Parmi les autres remarques, figurent notamment les thèmes suivants: proposition d'amélioration du système de péréquation financière par la Conférence des cantons contributeurs à la RPT (ZH), examen des modèles alternatifs (ZH), prise en compte de l'exploitabilité fiscale des bénéficiaires des personnes morales (ZH, ZG et SH), augmentation de la dotation de la compensation des charges socio-démographiques (ZH), adaptation du rapport de dotation entre la compensation des charges géo-topographiques et socio-démographiques (GE), changements relatifs à la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III; ZG, SH et JU), considération de la situation particulière de certains cantons (TI), augmentation du facteur de pondération des revenus déterminants pour l'imposition à la source (facteur delta; TI), volatilité des données fiscales (JU), incertitudes concernant le montant de la dotation (JU).

En outre, le canton de Lucerne a exprimé le besoin, à l'avenir, d'avoir des documents présentant de manière plus détaillée les répercussions financières pour les cantons des changements proposés.



# 3 Péréquation des ressources en 2016

L'année de référence 2016 est le premier exercice de la troisième période quadriennale. Des adaptations ont été opérées pour le calcul du potentiel de ressources, selon l'OPFCC et les prescriptions du message concernant la dotation de la péréquation des ressources et de la compensation des charges entre la Confédération et les cantons pour la période de contribution 2016 à 2019. Les principaux changements par rapport à la deuxième période quadriennale sont les suivants:

- nouveau calcul du facteur alpha (ch. 3.1.3);
- nouveau calcul des facteurs bêta (ch. 3.1.4);
- réduction de la dotation de la péréquation des ressources de 165 millions de francs, soit une réduction de 98 millions pour la Confédération et de 67 millions pour les cantons à fort potentiel de ressources (ch. 3.3)

Le potentiel de ressources en 2016 se base sur l'assiette fiscale agrégée des années de calcul 2010, 2011 et 2012; il reflète ainsi la situation économique des cantons de 2010 à 2012. En ce qui concerne les données de base, le potentiel de ressources en 2016 repose ainsi sur la moyenne des trois dernières années disponibles, comme l'exige la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges à son art. 3, al. 4.

## **Remarques concernant les données**

Chaque année, l'AFF calcule les montants destinés à la péréquation des ressources pour l'année de référence suivante. A cet effet, la collecte et le traitement des données jouent un rôle essentiel.

L'Administration fédérale des contributions (AFC) fournit à l'AFF les données fiscales nécessaires à la détermination de l'assiette fiscale agrégée. Ces données sont au départ collectées par les autorités fiscales cantonales et remises à l'AFC.

Depuis le passage à la nouvelle méthode de recensement de la population (STATPOP) en 2010, les données de la population résidente permanente et non-permanente moyenne ne sont plus disponibles dans l'encyclopédie statistique en ligne de l'OFS comme auparavant. Elles restent cependant accessibles dans la banque de données statistiques interactive (STAT-TAB) de l'OFS mais nécessitent un calcul supplémentaire. Ainsi, dès l'année de référence 2016, l'OFS livre à l'AFF les données relatives à la population déterminante pour la péréquation des ressources, et ce afin d'éviter des erreurs de calcul.

Les autres données, servant notamment à calculer le revenu des personnes imposées à la source ou le taux fiscal standardisé sont directement tirées de l'encyclopédie statistique en ligne de l'OFS et du site de la Statistique financière de l'AFF. Cependant, suite à l'adaptation de cette dernière, les recettes fiscales de l'ensemble des cantons et communes se trouvent désormais sous la forme de données brutes, ce qui signifie qu'elles incluent les pertes sur débiteurs en matière d'impôts. Pour obtenir comme auparavant les recettes fiscales nettes, il faut, dès l'année de référence 2016, déduire les pertes sur débiteurs, comme le montre le tableau 0 ci-dessous. Ce poste comptable (code 3188) est livrable sur demande par la Statistique financière. Purement technique, cette adaptation est nécessaire pour obtenir des résultats

comparables à ceux des périodes précédentes. Ainsi, comme pour les années précédentes, les recettes fiscales standardisées des cantons et des communes (RFS) s'obtiennent en additionnant leurs recettes fiscales nettes et la part des cantons à l'impôt fédéral direct.

Tableau 0 Recettes fiscales nettes des cantons et communes

en CHF 1'000

	2010	2011	2012
Code 40: Recettes fiscales <sup>1)</sup>	64'458'802	66'314'173	67'172'749
Code 3188: Pertes sur débiteurs <sup>2)</sup>	808'821	838'070	783'620
<b>Recettes fiscales nettes des cantons et communes<sup>3)</sup></b>	<b>63'649'980</b>	<b>65'476'104</b>	<b>66'389'128</b>

1) Tableau disponible sous [www.efv.admin.ch/fi/dokumentation/finanzstatistik/index.php](http://www.efv.admin.ch/fi/dokumentation/finanzstatistik/index.php) → Modèle SF: Cantons et leurs communes → Ensemble des cantons et de leurs communes → Tableaux réguliers (tableau *ktn\_gdn*), feuille *Einnahmen*

2) Disponible sur demande auprès de la Statistique Financière de l'AFF

3) Voir tableau *Péréquation des ressources 2016*, feuille *RFS*

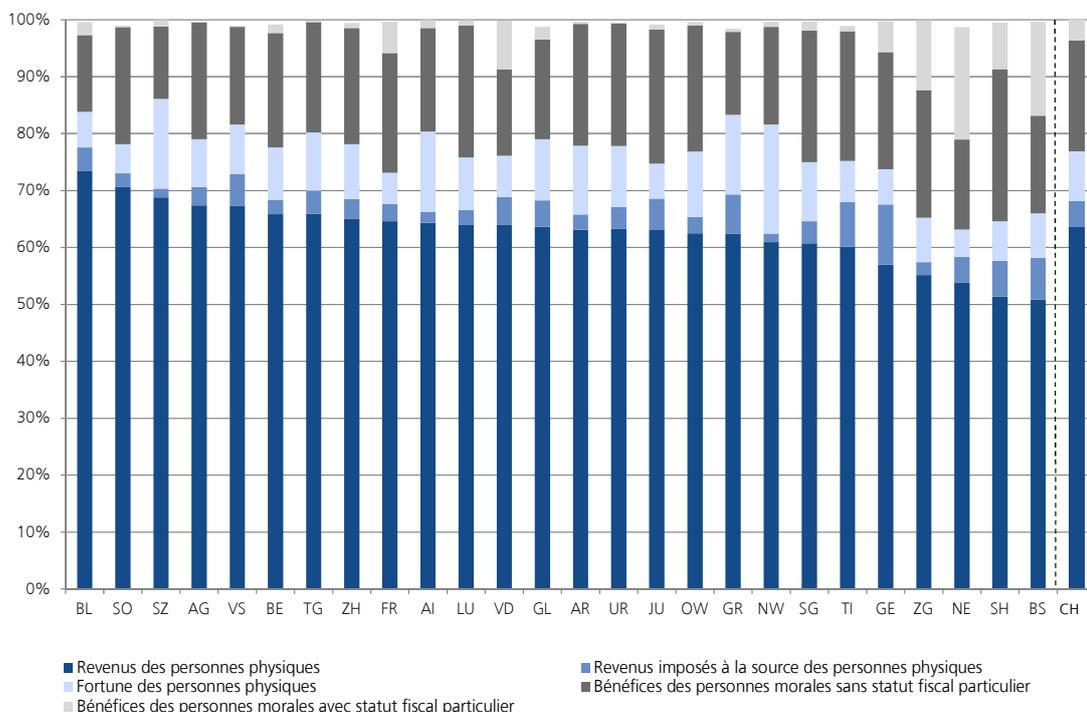
Dans les pages qui suivent sont indiqués tout d'abord les divers éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2016 (ch. 3.1). Les chiffres de 2016 sont également comparés à ceux de 2015, qui ont été adoptés par le Conseil fédéral le 5 novembre 2014. Les potentiels de ressources et les indices des ressources en 2016 sont ensuite décrits au chapitre 3.2. Le chapitre 3.3 présente la péréquation des ressources en 2016, soit les montants que chaque canton devra verser ou percevra. Le chapitre 3.4, quant à lui, décrit les mesures à prendre si la qualité des données est insuffisante.

Aucune correction ni estimation n'ont dû être effectuées pour l'année de référence 2016.

### 3.1 Éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2016

L'illustration 1 donne un aperçu général des composantes en pour-cent de l'AFA pour l'année de référence 2016. Celles-ci correspondent à la moyenne des années de calcul 2010 à 2012. Les cantons sont classés selon la part de leur revenu déterminant des personnes physiques au potentiel de ressources. Les parts des répartitions fiscales au potentiel de ressources, qui peuvent aussi être des valeurs négatives (cf. ch. 3.1.5), ne sont pas comprises.

Illustration 1 Parts de l'AFA au potentiel de ressources en pour-cent



### 3.1.1 Revenus déterminants des personnes physiques en 2016

Quelque 64 % en moyenne du potentiel total de ressources proviennent, tous cantons confondus, des revenus déterminants des personnes physiques (cf. illustration 1, dernière barre). Il s'agit donc de la principale composante du potentiel de ressources. Sa part varie toutefois considérablement d'un canton à l'autre, oscillant entre 51 % (BS) et 74 % (BL).

Le tableau 1 fournit les résultats pour l'année 2016, accompagnés d'une comparaison avec l'année 2015. A l'échelle nationale, les revenus déterminants présentent une diminution de 0,6 %. Les taux de croissance les plus élevés sont enregistrés par les cantons d'Obwald (+1,3 %), de Bâle-Ville (+1,1 %) et de Vaud (+0,6 %). Vingt cantons affichent un recul du revenu déterminant par rapport à l'année précédente (2015). La diminution la plus forte concerne les cantons d'Appenzell Rh.-Int. (-2,5 %), du Valais (-2,3 %) et de Genève (-2,2 %).

Si l'on prend en considération uniquement l'année de calcul 2012 nouvellement prise en compte, on constate que les revenus déterminants ont diminué, pour toute la Suisse, de 3 % par rapport à l'année précédente (2011). Le canton de Zoug diminue le plus fortement (-30,6 %). Il s'agit cependant d'un ajustement de l'augmentation subite de l'année précédente, qui était un événement unique. Le canton de Schwytz présente également une croissance importante entre 2010 et 2011 (+11,2 %) puis une forte diminution entre 2011 et 2012 (-15,4 %). Entre 2011 et 2012, les cantons les plus dynamiques sont Obwald (+4,2 %) et Uri (+2,7 %).

Tableau 1 Revenus déterminants des personnes physiques en 2016 et comparaison avec 2015

Franchise 2010: 29'200 CHF / Franchise 2011: 30'600 CHF / Franchise 2012: 30'800 CHF

	Revenus déterminants des personnes physiques											
	Années de calcul				Années de référence							
	2010		2011		2012		2016		2015			
	en CHF 1'000	en CHF par hab.	Diff. 11 / 10 (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab.	Diff. 12 / 11 (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab.	Diff. 16 / 15 (en %)	en CHF par hab.	Diff. 16 / 15 (en %)	
ZH	35'246'961	25'474	2.6%	36'444'289	26'134	-5.5%	34'905'080	24'698	-0.5%	35'532'110	25'432	
BE	15'910'795	16'179	-2.8%	15'571'544	15'733	0.6%	15'781'096	15'827	-0.1%	15'754'478	15'912	
LU	6'501'848	17'331	-2.2%	6'479'997	16'951	1.0%	6'621'478	17'117	0.0%	6'534'441	17'132	
UR	466'817	13'434	-5.9%	452'188	12'646	2.7%	467'112	12'992	0.1%	462'039	13'020	
SZ	5'374'074	37'009	11.2%	6'110'861	41'141	-15.4%	5'232'361	34'815	-2.2%	5'572'432	37'649	
OW	665'437	18'903	-6.1%	641'643	17'748	4.2%	673'816	18'496	1.3%	660'299	18'378	
NW	1'137'466	28'268	2.2%	1'196'598	28'883	-5.7%	1'136'494	27'223	-1.4%	1'156'853	28'121	
GL	574'654	14'946	-4.9%	561'554	14'217	-1.7%	557'970	13'971	-0.6%	564'726	14'371	
ZG	4'597'067	41'075	41.8%	6'718'838	58'235	-30.6%	4'737'000	40'399	-0.4%	5'350'968	46'591	
FR	4'446'249	15'960	0.9%	4'570'900	16'109	-1.6%	4'602'281	15'844	0.5%	4'539'810	15'970	
SO	4'492'693	17'732	-2.5%	4'458'564	17'297	-0.6%	4'469'219	17'196	-0.9%	4'473'492	17'406	
BS	4'503'203	23'257	1.8%	4'465'168	23'677	0.1%	4'503'788	23'698	1.1%	4'490'720	23'542	
BL	6'535'450	23'983	-5.0%	6'294'539	22'775	0.1%	6'323'182	22'789	-1.2%	6'384'390	23'178	
SH	1'269'588	16'682	-4.3%	1'237'632	15'965	0.0%	1'250'648	15'964	-0.8%	1'252'623	16'200	
AR	951'184	18'087	-5.7%	910'569	17'058	0.1%	915'673	17'069	-1.0%	925'809	17'401	
AI	273'126	17'272	1.9%	277'451	17'603	-0.7%	275'986	17'474	-2.5%	275'521	17'450	
SG	7'540'609	15'802	-2.3%	7'470'498	15'437	-0.7%	7'486'124	15'323	-0.5%	7'499'077	15'519	
GR	3'424'468	17'525	-7.4%	3'268'765	16'223	-0.5%	3'258'762	16'134	-1.8%	3'317'331	16'618	
AG	11'673'645	19'317	-3.0%	11'600'601	18'745	0.4%	11'804'934	18'813	-0.4%	11'693'060	18'955	
TG	4'161'203	16'857	-2.7%	4'138'551	16'395	1.1%	4'249'984	16'570	-0.2%	4'183'246	16'605	
TI	6'353'706	18'860	-2.8%	6'188'314	18'328	0.6%	6'296'834	18'433	-0.5%	6'279'618	18'539	
VD	15'487'331	21'616	-2.8%	15'287'260	21'008	1.1%	15'707'264	21'245	0.6%	15'493'952	21'288	
VS	4'776'054	15'440	-7.7%	4'599'923	14'258	0.1%	4'671'302	14'269	-2.3%	4'682'426	14'643	
NE	2'734'328	15'862	-2.3%	2'693'122	15'505	0.2%	2'721'989	15'531	-0.6%	2'716'480	15'632	
GE	12'629'665	27'503	-6.5%	11'897'754	25'707	-1.7%	11'775'806	25'282	-2.2%	12'101'075	26'158	
JU	924'737	13'429	-5.7%	894'269	12'668	0.5%	905'729	12'729	-0.6%	908'245	12'937	
CH	162'652'359	20'648	-0.3%	164'431'392	20'584	-3.0%	161'331'909	19'968	-0.6%	162'805'220	20'397	

### 3.1.2 Revenus déterminants imposés à la source en 2016

Des accords sur l'imposition des frontaliers ont été conclus avec tous les pays voisins de la Suisse. Le tableau 2a présente séparément les revenus déterminants pour l'imposition à la source selon chacun des accords en vigueur.

En moyenne cantonale, une part de quelque 4 % du potentiel de ressources provient des revenus déterminants imposés à la source, les valeurs étant comprises entre environ 1 % (NW) et 11 % (GE; voir l'illustration 1).

Il ressort du tableau 2b que, dans quatorze cantons, les revenus déterminants imposés à la source diminuent en 2016 par rapport à 2015. Sur le plan national, on observe une diminution de -0,3 %. Les cantons qui connaissent le recul le plus important sont Uri (-9,1 %), Soleure (-4,0 %) et Zoug (-2,8 %). Les cantons du Glaris (+14,3 %) et du Jura (+4,6 %) sont ceux qui enregistrent la plus forte croissance.

Tableau 2a Calcul des revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2016

en CHF 1'000

	Etrangers établis dans la région et conseillers d'administration étrangers		Frontaliers imposés entièrement		Frontaliers assujettis de manière limitée						Somme par habitant (en CHF)	
					autrichiens	allemands	français imposés par le canton de Genève	français imposés par la France	italiens	Somme		
ZH	1'788'922	21'745	0	79'625	0	0	0	0	0	101'370	73	
BE	555'359	39'536	38	2'456	0	0	19'648	0	0	61'677	62	
LU	248'787	12'111	171	994	0	0	0	0	0	13'275	35	
UR	26'955	0	690	0	0	0	0	0	0	690	19	
SZ	109'379	20'052	318	334	0	0	0	0	0	20'704	140	
OW	28'462	1'738	45	37	0	0	0	0	0	1'820	51	
NW	26'703	618	840	85	0	0	0	0	0	1'543	38	
GL	39'182	125	2'642	54	0	0	0	0	0	2'821	72	
ZG	208'761	14'808	842	733	0	0	0	0	0	16'383	143	
FR	213'275	0	937	17	0	0	0	0	0	953	3	
SO	135'156	5'692	269	5'737	0	0	13'339	0	0	25'037	97	
BS	263'307	50'767	425	209'846	0	0	246'133	0	0	507'171	2'659	
BL	140'085	31'569	481	102'480	0	0	154'955	0	0	289'486	1'051	
SH	104'929	8'103	170	54'547	0	0	0	0	0	62'820	812	
AR	35'200	1'742	4'151	669	0	0	0	0	0	6'561	123	
AI	6'700	687	1'219	102	0	0	0	0	0	2'008	127	
SG	342'512	24'081	145'444	11'665	0	0	0	0	0	181'189	375	
GR	289'280	78'981	6'013	21	0	0	0	14'421	0	99'436	498	
AG	389'691	87'641	818	129'860	0	0	0	0	0	218'319	354	
TG	212'369	16'475	4'960	42'075	0	0	0	0	0	63'510	252	
TI	278'607	169'123	4'031	0	0	0	0	556'369	0	729'523	2'154	
VD	991'545	0	0	0	0	0	284'057	0	0	284'057	390	
VS	365'229	3'041	0	45	0	0	13'087	11'909	0	28'081	88	
NE	123'528	5'965	11	29	0	0	131'846	0	0	137'851	793	
GE	867'785	120'179	422	0	1'729'317	0	0	0	0	1'849'918	3'999	
JU	26'743	2'294	0	78	0	0	68'072	0	0	70'443	1'003	
CH	7'818'451	717'071	174'935	641'488	1'729'317	931'136	582'699	4'776'647	598			

Tableau 2b Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2016 et comparaison avec 2015

	Revenus déterminants pour l'imposition à la source											
	Années de calcul						Années de référence					
	2010	Diff. 11 / 10	2011	Diff. 12 / 11	2012	2016	Diff. 16 / 15	2015				
en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF par hab.				
ZH	1'742'491	7.6%	1'889'022	1'355	2.6%	1'963'335	1'389	1'864'949	1'335	1.3%	1'318	
BE	574'232	4.9%	606'045	612	2.3%	624'575	626	601'617	608	-1.9%	620	
LU	247'234	3.2%	259'951	680	2.3%	269'045	696	258'743	678	-1.1%	686	
UR	27'337	-0.2%	28'069	785	-4.3%	27'010	751	27'472	774	-9.1%	851	
SZ	118'373	8.15%	127'657	859	-0.4%	128'691	856	124'907	844	1.2%	834	
OW	28'227	8.02%	30'363	840	1.0%	30'891	848	29'827	830	0.7%	824	
NW	25'420	6.32%	28'201	681	5.4%	29'960	718	27'860	677	4.3%	650	
GL	33'335	8.67%	43'634	1'105	6.4%	46'925	1'175	41'298	1'051	14.3%	920	
ZG	199'923	1.786%	250'726	2'173	-16.6%	212'494	1'812	221'048	1'925	-2.8%	1'981	
FR	186'743	6.70%	219'139	772	5.2%	236'088	813	213'990	753	3.5%	728	
SO	151'886	5.99%	156'427	607	-2.7%	153'490	591	153'934	599	-4.0%	624	
BS	628'473	3.246%	658'735	3'493	-3.0%	643'847	3'388	643'685	3'374	-1.0%	3'407	
BL	353'100	1.296%	359'614	1'301	-0.6%	358'887	1'293	357'200	1'297	-0.9%	1'309	
SH	143'927	1.891%	157'002	2'025	-2.2%	155'202	1'981	152'044	1'966	0.1%	1'965	
AR	38'790	7.38%	40'658	762	0.1%	40'917	763	40'121	754	-2.6%	774	
AI	7'834	4.95%	8'004	508	9.5%	8'781	556	8'206	520	-0.8%	524	
SG	445'577	9.34%	473'926	979	7.8%	515'709	1'056	478'404	990	1.2%	979	
GR	355'233	1.818%	364'776	1'810	1.6%	371'562	1'840	363'857	1'823	-2.5%	1'869	
AG	540'356	8.94%	554'818	897	0.5%	565'116	901	553'430	897	-2.0%	916	
TG	238'178	9.65%	264'053	1'046	3.5%	277'774	1'083	260'001	1'032	2.2%	1'010	
TI	788'814	2.341%	832'223	2'524	-3.0%	836'209	2'448	825'749	2'438	-0.7%	2'454	
VD	1'138'887	1.590%	1'208'977	1'661	3.1%	1'265'898	1'712	1'204'587	1'655	-1.5%	1'681	
VS	368'068	1.190%	391'669	1'214	0.4%	399'132	1'219	386'290	1'208	-1.3%	1'224	
NE	210'847	1.223%	227'834	1'312	5.3%	242'067	1'381	226'916	1'306	1.0%	1'292	
GE	2'014'592	4.387%	2'376'944	5'136	-0.8%	2'374'134	5'097	2'255'223	4'875	0.7%	4'842	
JU	73'168	1.063%	80'420	1'139	5.0%	85'139	1'197	79'576	1'133	4.6%	1'084	
CH	10'681'044	1.356%	11'658'888	1'460	0.6%	11'862'878	1'468	11'400'936	1'428	-0.3%	1'432	

### 3.1.3 Fortunes déterminantes en 2016

En moyenne cantonale, une part de quelque 9 % du potentiel de ressources provient des fortunes déterminantes, cette part oscillant toutefois entre 5 % environ (NE et SO) et 19 % (NW; voir illustration 1).

La fortune nette de chaque canton est pondérée par un facteur alpha uniforme. En vertu de l'art. 13, al. 4, OPFCC, le facteur alpha doit être recalculé pour chaque période de quatre ans. Grâce à ce facteur, le potentiel de ressources enregistre non pas la fortune nette totale des personnes physiques, mais seulement son augmentation de valeur moyenne.

Pour la troisième période quadriennale de 2016 à 2019, on applique un facteur alpha de 1,5 %. Ce facteur est utilisé pour toutes les années de calcul de l'année de référence 2016. Pour la période précédente allant de 2012 à 2015, le facteur alpha s'élevait à 0,8 %, soit environ la moitié de la valeur en vigueur pour la troisième période quadriennale. La documentation technique sur le calcul du facteur alpha est disponible sur internet à l'adresse suivante:

[www.efv.admin.ch/f/](http://www.efv.admin.ch/f/) → Documentation → Politique budgétaire, Bases → Péréquation financière → Documentation

Le tableau 3 de la page suivante fournit les détails relatifs aux fortunes déterminantes en 2016. Par rapport à l'année précédente, les fortunes déterminantes ont pratiquement doublé dans presque tous les cantons. Sur le plan national, les fortunes déterminantes progressent de 93,1 %. Cette augmentation provient notamment de la nouvelle valeur du facteur alpha, qui passe de 0,8 % à 1,5 %. Les taux de croissance les plus élevés sont enregistrés par Uri (+108,1 %), Obwald (+104,1 %) et Zoug (+101,9 %). Le canton de Berne présente l'augmentation la plus faible (+87,9 %). Cette augmentation est due presque exclusivement au nouveau calcul du facteur alpha.

Tableau 3 Fortunes déterminantes des personnes physiques en 2016 et comparaison avec 2015

	Fortunes déterminantes des personnes physiques											
	Années de calcul						Années de référence					
	2010		2011		2012		2016		Diff. 16 / 15		2015	
	en CHF 1 000	en CHF par hab.	Diff. 11 / 10 (en %)	en CHF 1 000	en CHF par hab.	Diff. 12 / 11 (en %)	en CHF 1 000	en CHF par hab.	Diff. 16 / 15 (en %)	en CHF par hab.	Diff. 16 / 15 (en %)	en CHF par hab.
ZH	5'144'064	3'718	1.3%	5'254'371	3'768	3.3%	5'501'529	3'893	5'299'988	3'793	92.2%	1'973
BE	2'223'338	2'261	-3.9%	2'150'379	2'173	3.3%	2'238'474	2'245	2'204'064	2'226	87.9%	1'185
LU	855'645	2'281	8.0%	941'662	2'463	8.1%	1'030'555	2'664	942'621	2'471	99.1%	1'241
UR	64'583	1'859	25.3%	83'285	2'329	5.0%	87'909	2'445	78'593	2'215	108.1%	1'064
SZ	1'191'833	8'208	4.9%	1'279'165	8'612	4.8%	1'355'912	9'022	1'275'637	8'619	96.1%	4'396
OW	108'689	3'088	6.5%	118'869	3'288	14.8%	137'459	3'773	121'672	3'387	104.1%	1'659
NW	348'478	8'660	0.3%	359'992	8'689	6.0%	384'659	9'214	364'376	8'857	93.8%	4'570
GL	92'608	2'409	-1.3%	93'950	2'379	4.8%	99'522	2'492	95'360	2'427	91.7%	1'266
ZG	649'912	5'807	16.3%	779'092	6'753	6.3%	841'500	7'177	756'835	6'590	101.9%	3'264
FR	371'928	1'335	0.9%	382'127	1'347	3.0%	402'906	1'387	385'654	1'357	90.5%	712
SO	316'033	1'247	-3.6%	310'076	1'203	9.5%	342'387	1'317	322'832	1'256	90.0%	661
BS	663'302	3'426	4.7%	676'255	3'586	7.2%	730'832	3'845	690'130	3'618	93.2%	1'872
BL	533'255	1'957	-2.0%	530'038	1'918	5.8%	562'793	2'028	542'028	1'968	89.5%	1'038
SH	164'751	2'165	-1.1%	165'958	2'141	5.8%	177'491	2'266	169'400	2'191	92.7%	1'137
AR	172'657	3'283	-1.1%	173'236	3'245	6.9%	186'039	3'468	177'311	3'333	93.7%	1'720
AI	58'160	3'678	4.1%	60'352	3'829	2.9%	62'253	3'942	60'255	3'816	94.4%	1'963
SG	1'233'852	2'586	1.4%	1'268'200	2'621	4.5%	1'338'314	2'739	1'280'122	2'649	93.7%	1'368
GR	708'307	3'625	2.4%	748'100	3'713	3.9%	778'926	3'856	745'111	3'733	96.5%	1'899
AG	1'422'135	2'353	-0.4%	1'450'536	2'344	3.6%	1'523'487	2'428	1'465'386	2'375	90.2%	1'249
TG	623'696	2'527	-0.1%	637'458	2'525	6.3%	688'576	2'685	649'910	2'580	93.6%	1'332
TI	718'001	2'131	3.1%	742'110	2'198	4.8%	786'849	2'303	748'987	2'211	93.6%	1'142
VD	1'696'161	2'367	0.4%	1'728'823	2'376	3.9%	1'825'184	2'469	1'750'056	2'404	92.0%	1'252
VS	586'974	1'898	-2.7%	595'439	1'846	4.5%	631'154	1'928	604'522	1'890	90.1%	995
NE	238'275	1'382	-1.4%	236'837	1'364	3.0%	246'106	1'404	240'406	1'383	89.0%	732
GE	1'237'115	2'694	2.0%	1'272'264	2'749	14.3%	1'463'215	3'141	1'324'198	2'862	99.2%	1'437
JU	85'073	1'235	-1.7%	85'766	1'215	8.8%	94'068	1'322	88'302	1'258	94.4%	647
CH	21'508'827	2'730	1.4%	22'124'340	2'770	5.1%	23'518'098	2'911	22'383'755	2'804	93.1%	1'452

### 3.1.4 Bénéfices déterminants des personnes morales en 2016

Les bénéfices déterminants des personnes morales représentent environ un quart du potentiel de ressources (voir l'illustration 1). En vertu de l'art. 28, al. 2 ff, de la loi du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID), les cantons imposent à un taux réduit les bénéfices réalisés à l'étranger par les sociétés à statut fiscal spécial. Cet élément est pris en compte dans le calcul du potentiel de ressources. Pour cette raison, nous présentons deux tableaux, le tableau 5a pour les bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial et le tableau 5b pour les bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial.

Les bénéfices réalisés à l'étranger des personnes morales dotées d'un statut fiscal spécial sont pondérés à l'aide de facteurs bêta. Identiques pour tous les cantons, ces facteurs servent à calculer le potentiel fiscalement exploitable. En vertu de l'art. 19, al. 3, OPFCC, les facteurs bêta sont fixés pour une période péréquative de quatre ans.

Tableau 4: Facteurs bêta de la 3<sup>ème</sup> période quadriennale et comparaison avec la 2<sup>ème</sup> période

	Statut	2016 - 2019			2012 - 2015
		Facteur de base	Facteur de majoration	Bêtas	Bêtas
Sociétés holding	2	0.0%	2.6%	2.6%	2.7%
Sociétés de domicile	3	8.9%	2.4%	11.3%	8.8%
Sociétés mixtes	4	10.0%	2.3%	12.3%	12.5%

Selon l'art. 19, al. 4, OPFCC, les facteurs bêta sont la somme d'un facteur de base et d'un facteur de majoration. Pour la détermination des facteurs bêta valables pour la période péréquative allant de 2016 à 2019, les années de calcul de 2006 à 2011 sont prises en compte. Dans le cas des sociétés holding, le facteur de base est 0 (cf. art. 28, al. 2, LHID). Pour les sociétés de domicile et les sociétés mixtes, le facteur de base correspond, dans chaque cas, au premier quartile des parts imposables des autres recettes de source étrangère des personnes morales de toute la Suisse assujetties en vertu de l'art. 28, al. 3 ou 4, LHID. Quant au facteur de majoration, il tient compte du fait que les cantons ont droit à une part de 17 % à l'impôt fédéral direct, assimilable à des recettes fiscales propres. Les calculs correspondants sont définis à l'annexe 6 OPFCC. Finalement, les deux valeurs (facteur de base et de majoration) arrondies sont additionnées pour donner les facteurs bêtas. Au tableau 4 ci-dessus, les facteurs bêta de la période quadriennale 2016 à 2019 sont présentés et comparés avec ceux de la période précédente.

En moyenne cantonale, la part du bénéfice des personnes morales sans statut fiscal spécial au potentiel de ressources s'élève à environ 20 %, la fourchette étant comprise entre environ 13 % (SZ) et 27 % (SH; voir l'illustration 1).

Les bénéfices des personnes morales sont très volatils. Pour l'année de référence 2016, ils affichent, pour les personnes morales sans statut fiscal spécial, une progression de 1,6 % à l'échelle nationale par rapport à 2015. Entre les années de calcul 2011 et 2012 ainsi qu'entre 2010 et 2011, les bénéfices des personnes morales augmentent fortement (+5,9 % resp. +1,6 %).

Nidwald (+34,6 %) et Lucerne (+21,9 %) sont les cantons qui enregistrent la plus forte croissance par rapport à 2015 (cf. tableau 5a). Les reculs les plus marqués s'observent à Neuchâtel (-30,1 %) et à Schaffhouse (-8,8 %).

En moyenne cantonale, une part de quelque 4 % du potentiel de ressources provient des bénéficiaires des personnes morales avec statut fiscal spécial. Cette part oscille entre 0 % environ (UR) et environ 20 % (NE; voir illustration 1).

Dans la plupart des cantons, le nombre de personnes morales bénéficiant d'un statut fiscal spécial est peu élevé, de sorte qu'un petit nombre de sociétés peuvent être à l'origine d'importantes variations de pourcentage. Le tableau 5b présente ces différences. Pour l'année de référence 2016, les bénéficiaires des personnes morales dotées d'un statut fiscal spécial diminuent, dans toute la Suisse, de 0,4 % par rapport à 2015.

Durant l'année de calcul 2011, les bénéficiaires des personnes morales dotées d'un statut fiscal spécial ont diminué de 6,5 % par rapport à 2010 et de 3,6 % en 2012 par rapport à 2011.

Pour 2016, 14 cantons enregistrent un recul par rapport à 2015, en particulier le Tessin (-42,2 %), Schwytz (-27,8 %) et Lucerne (-21,6 %). Les taux de croissance les plus élevés s'observent dans les cantons de Neuchâtel (+137,1 %), du Valais (+51,6 %) et du Jura (+26,4 %).

Tableau 5a Bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial en 2016 et comparaison avec 2015

	Bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial											
	Années de calcul						Années de référence					
	2010		2011		Diff. 11 / 10		2012		2016		Diff. 16 / 15	
	en CHF par hab.	en CHF par hab.	en CHF par hab.	en CHF par hab.	en CHF par hab.	en CHF par hab.	en CHF par hab.	en CHF par hab.	en CHF par hab.	en CHF par hab.	en CHF par hab.	en CHF par hab.
ZH	10'971'641	7'929	11'037'003	7'914	11'392'882	8'061	11'133'842	7'969	11'133'842	7'969	11'133'842	7'833
BE	4'357'059	4'430	4'604'726	4'653	5'442'477	5'458	4'801'421	4'850	4'801'421	4'850	4'801'421	4'725
LU	2'006'853	5'349	2'035'843	5'326	3'048'719	7'881	2'363'805	6'197	2'363'805	6'197	2'363'805	5'086
UR	136'180	3'919	146'157	4'087	189'392	5'267	157'243	4'431	157'243	4'431	157'243	3'874
SZ	967'922	6'666	1'013'790	6'825	1'107'860	7'371	1'029'857	6'958	1'029'857	6'958	1'029'857	6'427
OW	199'523	5'668	233'630	6'462	270'130	7'415	234'428	6'525	234'428	6'525	234'428	5'898
NW	197'152	4'900	335'049	8'087	444'143	10'639	325'448	7'911	325'448	7'911	325'448	5'877
GL	156'012	4'058	159'325	4'034	151'730	3'799	155'689	3'962	155'689	3'962	155'689	3'791
ZG	2'030'423	18'142	2'166'666	18'779	2'328'705	19'860	2'175'265	18'940	2'175'265	18'940	2'175'265	18'014
FR	1'216'549	4'367	1'535'972	5'413	1'680'253	5'784	1'477'591	5'198	1'477'591	5'198	1'477'591	5'122
SO	1'406'308	5'550	1'174'095	4'555	1'332'741	5'128	1'304'381	5'075	1'304'381	5'075	1'304'381	5'044
BS	1'574'444	8'131	1'374'349	7'288	1'588'889	8'360	1'512'560	7'929	1'512'560	7'929	1'512'560	7'864
BL	1'179'417	4'328	1'145'633	4'145	1'188'252	4'283	1'171'101	4'252	1'171'101	4'252	1'171'101	4'233
SH	683'010	8'974	733'966	9'468	538'711	6'876	651'896	8'431	651'896	8'431	651'896	9'241
AR	309'612	5'887	308'401	5'777	323'543	6'031	313'852	5'899	313'852	5'899	313'852	5'782
AI	79'925	5'054	73'972	4'693	79'762	5'050	77'886	4'933	77'886	4'933	77'886	4'668
SG	2'753'495	5'770	2'895'746	5'984	2'910'865	5'958	2'853'369	5'905	2'853'369	5'905	2'853'369	5'740
GR	737'652	3'775	773'206	3'837	808'477	4'003	773'111	3'873	773'111	3'873	773'111	3'829
AG	3'386'009	5'603	3'878'393	6'267	3'422'954	5'455	3'562'452	5'775	3'562'452	5'775	3'562'452	6'069
TG	1'195'210	4'842	1'243'932	4'928	1'252'235	4'882	1'230'459	4'884	1'230'459	4'884	1'230'459	4'721
TI	2'339'786	6'945	2'230'497	6'606	2'564'362	7'507	2'378'215	7'021	2'378'215	7'021	2'378'215	7'140
VD	3'668'758	5'121	3'667'881	5'040	3'707'284	5'014	3'681'308	5'058	3'681'308	5'058	3'681'308	5'290
VS	1'239'390	4'007	1'158'117	3'590	1'178'950	3'601	1'192'152	3'728	1'192'152	3'728	1'192'152	3'679
NE	697'639	4'047	845'042	4'865	853'299	4'869	798'660	4'596	798'660	4'596	798'660	6'579
GE	4'165'622	9'071	4'223'664	9'126	4'705'857	10'103	4'365'047	9'436	4'365'047	9'436	4'365'047	8'814
JU	268'790	3'903	372'640	5'279	376'438	5'290	339'289	4'833	339'289	4'833	339'289	4'284
CH	47'924'380	6'084	49'367'694	6'180	52'888'908	6'546	50'060'327	6'272	50'060'327	6'272	50'060'327	6'174

Tableau 5b Bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial en 2016 et comparaison avec 2015

	Bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial											
	Années de calcul						Années de référence					
	2010		2011		2012		2016		2015		Diff. 16 / 15	
	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF 1'000	en CHF par hab. (en %)	en CHF par hab. (en %)	en CHF par hab. (en %)
ZH	409'002	296	575'716	413	426'076	301	470'265	337	470'265	337	-11.2%	379
BE	908'315	924	106'979	108	68'713	69	361'335	365	361'335	365	-8.6%	399
LU	74'256	198	136'307	357	77'410	200	95'991	252	95'991	252	-21.6%	321
UR	664	19	1'127	32	660	18	817	23	817	23	-20.6%	29
SZ	86'485	596	107'415	723	83'439	555	92'447	625	92'447	625	-27.8%	866
OW	4'572	130	5'696	158	6'324	174	5'530	154	5'530	154	13.9%	135
NW	20'071	499	13'416	324	17'366	416	16'951	412	16'951	412	6.7%	386
GL	39'496	1'027	6'568	166	13'380	335	19'815	504	19'815	504	0.7%	501
ZG	1'061'911	9'488	1'230'448	10'665	1'267'091	10'806	1'186'484	10'331	1'186'484	10'331	1.5%	10'183
FR	347'856	1'249	404'267	1'425	408'312	1'406	386'811	1'361	386'811	1'361	5.7%	1'287
SO	19'213	76	15'998	62	14'067	54	16'426	64	16'426	64	-5.4%	68
BS	1'452'804	7'503	1'277'060	6'772	1'653'282	8'699	1'461'048	7'659	1'461'048	7'659	-2.3%	7'837
BL	277'509	1'018	155'260	562	162'186	585	198'319	720	198'319	720	-14.7%	844
SH	180'168	2'367	149'966	1'935	267'874	3'419	199'336	2'578	199'336	2'578	1.8%	2'532
AR	5'567	106	2'392	45	7'323	137	5'094	96	5'094	96	0.8%	95
AI	2'629	166	12'292	780	2'797	177	5'906	374	5'906	374	-14.1%	436
SG	175'136	367	204'101	422	219'048	448	199'429	413	199'429	413	-16.1%	492
GR	36'911	189	29'445	146	27'997	139	31'451	158	31'451	158	-4.8%	165
AG	38'413	64	22'086	36	43'881	70	34'793	56	34'793	56	8.7%	52
TG	12'498	51	12'607	50	17'739	69	14'281	57	14'281	57	15.3%	49
TI	132'571	394	73'915	219	95'269	279	100'585	297	100'585	297	-42.2%	514
VD	2'360'128	3'294	2'149'065	2'953	1'712'649	2'316	2'073'947	2'849	2'073'947	2'849	-12.8%	3'270
VS	5'193	17	12'491	39	10'577	32	9'420	29	9'420	29	51.6%	19
NE	826'536	4'795	1'083'458	6'238	1'077'359	6'147	995'785	5'730	995'785	5'730	137.1%	2'417
GE	1'066'766	2'323	1'260'041	2'723	1'136'010	2'439	1'154'272	2'495	1'154'272	2'495	-0.6%	2'509
JU	13'905	202	12'119	172	12'731	179	12'918	184	12'918	184	26.4%	146
CH	9'558'576	1'213	9'060'236	1'134	8'829'560	1'093	9'149'457	1'146	9'149'457	1'146	-0.4%	1'150

## 3.1.5 Répartitions fiscales déterminantes en 2016

Pour le potentiel de ressources, les répartitions fiscales déterminantes n'ont qu'une portée minimale. Leur part se situe entre -1 % (BE et ZH) et +2 % (GR). Les changements importants (en fr. par hab. dans le tableau) sont dus au fait que les cantons ne calculent pas tous régulièrement leurs répartitions fiscales. Le tableau 6 présente les répartitions fiscales déterminantes pour l'année de référence 2016.

Tableau 6 Répartitions fiscales déterminantes en 2016 et comparaison avec 2015

	Répartitions fiscales déterminantes											
	Années de calcul						Années de référence					
	2010		Diff. 11 / 10	2011		Diff. 12 / 11	2012		2016		Diff. 16 / 15	2015
	<i>en CHF</i> <i>1'000</i>	<i>en CHF</i> <i>par hab.</i>	<i>en CHF</i> <i>par hab.</i>	<i>en CHF</i> <i>1'000</i>	<i>en CHF</i> <i>par hab.</i>	<i>en CHF</i> <i>par hab.</i>	<i>en CHF</i> <i>1'000</i>	<i>en CHF</i> <i>par hab.</i>	<i>en CHF</i> <i>1'000</i>	<i>en CHF</i> <i>par hab.</i>	<i>en CHF</i> <i>par hab.</i>	<i>en CHF</i> <i>par hab.</i>
ZH	-673'768	-487	437	-69'363	-50	-79	-181'603	-128	-308'245	-221	131	-352
BE	21'723	22	-54	-32'042	-32	-537	-568'051	-570	-192'790	-195	-179	-16
LU	-5'683	-15	-20	-13'438	-35	132	37'310	96	6'063	16	0	16
UR	4'780	138	-57	2'873	80	-12	2'471	69	3'374	95	-18	113
SZ	-7'995	-55	77	3'231	22	-36	-2'094	-14	-2'286	-15	10	-26
OW	1'206	34	43	2'809	78	163	8'767	241	4'261	119	77	42
NW	5'988	149	-56	3'848	93	94	7'787	187	5'874	143	42	101
GL	18'037	469	-335	5'300	134	82	8'641	216	10'659	271	33	238
ZG	14'792	132	-88	5'137	45	-3	4'927	42	8'285	72	-16	88
FR	-16'582	-60	-102	-45'883	-162	148	-4'069	-14	-22'178	-78	2	-80
SO	50'512	199	-134	16'913	66	412	124'104	478	63'843	248	146	102
BS	-17'542	-91	-154	-46'211	-245	179	-12'469	-66	-25'407	-133	20	-153
BL	-16'858	-62	-91	-42'254	-153	18	-37'522	-135	-32'211	-117	-8	-109
SH	9'998	131	-132	-36	0	309	24'157	308	11'373	147	61	86
AR	2'152	41	-143	-5'424	-102	-118	-11'780	-220	-5'018	-94	-71	-23
AI	-2'083	-132	199	1'065	68	-39	455	29	-188	-12	26	-38
SG	54'863	115	-46	33'450	69	-45	11'622	24	33'312	69	-16	85
GR	50'587	259	-16	48'974	243	456	141'261	699	80'274	402	73	329
AG	92'670	153	-15	85'888	139	-240	-63'817	-102	38'247	62	-26	88
TG	25'628	104	-201	-24'525	-97	198	25'989	101	9'030	36	14	22
TI	173'451	515	-418	32'819	97	247	117'553	344	107'941	319	-71	390
VD	74'159	104	-109	-3'810	-5	32	20'145	27	30'164	41	-34	76
VS	60'796	197	-93	33'261	103	291	129'139	394	74'398	233	5	227
NE	82'464	478	-436	7'304	42	528	99'951	570	63'240	364	40	324
GE	82'904	181	-106	34'322	74	-4	32'576	70	49'934	108	-72	180
JU	7'414	108	-65	3'030	43	287	23'473	330	11'305	161	64	97
CH	93'613	12	-7	37'237	5	-12	-61'078	-8	23'258	3	-3	6

+: solde; plus d'afflux d'autres cantons que de fonds versés à d'autres cantons

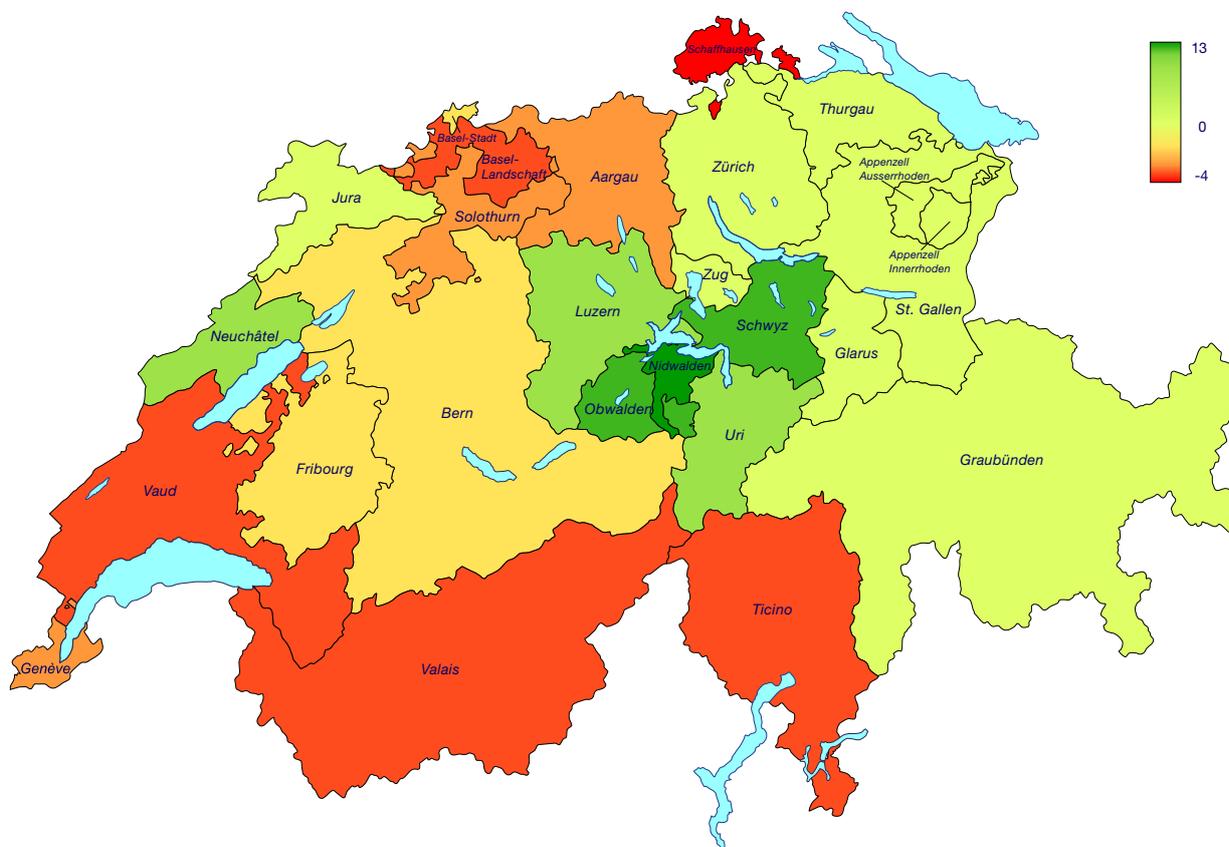
-: solde; plus de fonds versés à d'autres cantons que d'afflux d'autres cantons

### 3.2 Potentiel de ressources et indice des ressources en 2016

Le potentiel de ressources des cantons correspond à la somme de leurs revenus, fortunes et bénéficiaires déterminants pour l'année de référence, compte tenu des répartitions fiscales intercantionales. Entre 2015 et 2016, le potentiel de ressources de l'ensemble des cantons s'est accru de 5,5 % et celui des cantons à fort potentiel de ressources de 5,6 %. Cette forte augmentation généralisée provient principalement du nouveau facteur alpha de la troisième période quadriennale. En effet, en 2016, le facteur alpha passe de 0,8 % à 1,5 %, faisant ainsi pratiquement doubler les fortunes déterminantes des cantons (cf. ch. 3.1.3). Les cantons présentant les taux de croissance les plus importants sont Nidwald (+16,5 %), Obwald (+11,9 %) et Lucerne (+10,8 %). Les taux de croissance les plus faibles sont enregistrés dans les cantons de Schaffhouse (+1,8 %), de Bâle-Campagne (+2,5 %) et du Tessin (+2,7 %).

Quant à l'indice des ressources, il s'obtient en rapportant le potentiel de ressources par habitant d'un canton à la moyenne suisse correspondante. Les valeurs pour 2016 et la comparaison avec 2015 ressortent du tableau 7. La figure 2 donne une vue d'ensemble graphique des variations de l'indice des ressources entre 2015 et 2016.

Figure 2 Variations de l'indice des ressources, en points; 2015–2016



Le canton de Bâle-Campagne et de Schaffhouse présentent à nouveau un indice des ressources inférieur à 100 points et réintègrent le groupe des cantons à faible potentiel de ressources. Ainsi, pour l'année de référence 2016, 19 cantons sont réputés à faible potentiel de ressources, contre 17 cantons en 2015. Le canton présentant la plus forte augmentation de son indice de ressources est le canton de Nidwald (+13.4 points d'indice). Il est suivi par le canton d'Obwald (+4.8 points d'indice) et de Schwytz (+4.7 points d'indice). Onze cantons voient leur indice de ressources diminuer par rapport à 2015. Les reculs les plus importants sont enregistrés par les cantons de Schaffhouse (-3.6 points d'indice), de Vaud (-2.6 points), et de Bâle-Campagne (-2.5 points).

Tableau 7 Potentiel de ressources et indice des ressources en 2016 et comparaison avec 2015

	2010		2011		2012		2016			2015		Diff. IR 2016/ 2015
	AFA en CHF 1'000	PR en CHF 1'000	Population déterminante (Moyenne 10 - 12.)	PR par hab. en CHF	IR Points	PR par hab. en CHF	RI Points					
ZH	52'840'391	55'131'040	54'007'297	53'992'909	1'397'166	38'645	120.6	36'708	119.5	1.1		
BE	23'995'462	23'007'631	23'587'284	23'530'125	990'082	23'766	74.2	22'842	74.3	-0.1		
LU	9'680'153	9'840'322	11'084'518	10'201'664	381'420	26'747	83.5	24'473	79.6	3.9		
UR	700'362	713'699	774'554	729'538	35'488	20'557	64.1	18'936	61.6	2.5		
SZ	7'730'692	8'642'119	7'906'169	8'092'994	148'011	54'678	170.6	50'984	165.9	4.7		
OW	1'007'655	1'033'009	1'127'386	1'056'017	35'929	29'392	91.7	26'694	86.9	4.8		
NW	1'734'575	1'937'104	2'020'410	1'897'363	41'138	46'122	143.9	40'094	130.5	13.4		
GL	914'142	870'331	878'167	887'547	39'295	22'587	70.5	21'174	68.9	1.6		
ZG	8'554'029	11'150'908	9'391'718	9'698'885	114'849	84'449	263.5	80'328	261.4	2.1		
FR	6'552'744	7'066'523	7'325'770	6'981'679	284'276	24'559	76.6	23'661	77.0	-0.4		
SO	6'436'645	6'132'073	6'436'008	6'334'909	257'010	24'649	76.9	24'057	78.3	-1.4		
BS	8'804'684	8'405'356	9'108'168	8'772'736	190'755	45'990	143.5	44'109	143.6	-0.1		
BL	8'861'872	8'442'830	8'557'778	8'620'826	275'450	31'297	97.6	30'772	100.1	-2.5		
SH	2'451'442	2'444'488	2'414'083	2'436'671	77'323	31'513	98.3	31'301	101.9	-3.6		
AR	1'479'962	1'429'831	1'461'715	1'457'169	53'205	27'388	85.5	25'919	84.4	1.1		
AI	419'592	433'136	430'033	427'587	15'790	27'080	84.5	25'452	82.8	1.7		
SG	12'203'532	12'345'921	12'481'683	12'343'712	483'230	25'544	79.7	24'267	79.0	0.7		
GR	5'313'158	5'233'266	5'386'984	5'311'136	199'626	26'605	83.0	25'012	81.4	1.6		
AG	17'153'227	17'592'322	17'296'554	17'347'368	616'893	28'121	87.7	27'407	89.2	-1.5		
TG	6'256'413	6'272'076	6'512'296	6'346'928	251'924	25'194	78.6	23'780	77.4	1.2		
TI	10'506'328	10'119'878	10'697'076	10'441'094	338'717	30'825	96.2	30'265	98.5	-2.3		
VD	24'425'424	24'038'195	24'238'424	24'234'014	727'839	33'296	103.9	32'727	106.5	-2.6		
VS	7'036'474	6'790'900	7'020'254	6'949'210	319'769	21'732	67.8	21'132	68.8	-1.0		
NE	4'790'090	5'093'598	5'240'771	5'041'487	173'777	29'011	90.5	27'069	88.1	2.4		
GE	21'196'664	21'064'987	21'487'598	21'249'750	462'606	45'935	143.3	44'537	144.9	-1.6		
JU	1'373'087	1'448'244	1'497'577	1'439'636	70'204	20'506	64.0	19'276	62.7	1.3		
CH	252'418'798	256'679'788	258'370'275	255'822'954	7'981'769	32'051	100.0	30'727	100.0	0.0		

### **3.3 Péréquation des ressources en 2016 – Versements des cantons à fort potentiel de ressources et montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources**

Conformément à l'art. 5, al. 1, PFCC, l'Assemblée fédérale fixe tous les quatre ans les contributions de base à la péréquation verticale et à la péréquation horizontale des ressources. L'art. 5, al. 2, PFCC prescrit en outre que, durant les années intermédiaires, la contribution de base des cantons à fort potentiel de ressources doit être adaptée en fonction de l'évolution de leur potentiel de ressources, et celle de la Confédération en fonction de l'évolution du potentiel de ressources de tous les cantons.

L'année de référence 2016 étant le premier exercice de la troisième période quadriennale, l'Assemblée fédérale a déterminé, par l'arrêté fédéral du 19 juin 2015, la dotation de la péréquation des ressources pour la troisième période quadriennale. Pour ce faire, elle a tenu compte des résultats du 2<sup>ème</sup> rapport du Conseil fédéral sur l'évaluation de l'efficacité de la péréquation financière publié en mars 2014 et de son message correspondant soumis en septembre 2014. Le rapport d'évaluation révélait que l'objectif de dotation minimal visé avait été largement atteint et même dépassé durant la période de 2012 à 2015. Au vu de ces résultats, le Conseil fédéral demandait un ajustement de la dotation de la péréquation des ressources. Dans cet objectif, il recommandait de réduire les contributions de base pour les péréquations horizontale et verticale pour la troisième période quadriennale. Pour déterminer l'ampleur de la réduction, il proposait une approche fondée sur le montant moyen de dépassement de l'objectif de dotation minimal visé de 85 % durant les années 2012 à 2015. Le montant ainsi obtenu s'élevait à 330 millions au total, dont 196 millions au titre de la péréquation verticale et 134 millions au titre de la péréquation horizontale. Le montant de la réduction ne faisant pas l'unanimité au Parlement, ce dernier a opté, durant la session d'été 2015, pour un compromis politique proposé par la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) le 18 mai 2015. Selon ce compromis, la dotation de la péréquation des ressources pour la période 2016 à 2019 est diminuée de 165 millions de francs, soit la moitié de la proposition du Conseil fédéral. La réduction de la contribution de la Confédération s'élève donc à 98 millions de francs environ et celle des cantons à fort potentiel de ressources à 67 millions de francs environ. L'arrêté fédéral est sujet au référendum facultatif.

Dès lors, la dotation de la péréquation verticale des ressources de 2016 se base sur la dotation de 2015, compte tenu de l'évolution du potentiel de ressources de tous les cantons durant les années de référence 2015 à 2016 qui atteint 5,5 % (soit une augmentation de 126 mio de francs). A cela, le montant de 98 millions est déduit (98 135 244 francs exactement). De la même manière, la dotation de la péréquation horizontale des ressources de 2016 se fonde sur celle de 2015, compte tenu de l'évolution du potentiel de ressources des cantons à fort potentiel durant les années 2015 à 2016. Cette évolution s'élève à 5,6 % (soit une hausse de 87 mio de francs). En vertu de l'art. 24, al. 2 OPFCC, elle ne tient compte que des cantons réputés à fort potentiel de ressources durant l'année concernée (soit 2016; BL et SH exclus en raison de leur nouvel indice de ressources inférieur à 100). A ce montant, la réduction de 67 millions est déduite (66 896 487 francs exactement).

L'indice des ressources détermine directement les montants versés ou perçus par les cantons au titre de la péréquation des ressources. Les cantons affichant un indice supérieur à 100 points sont contributeurs. Ils sont appelés à contribuer à la péréquation horizontale des ressources proportionnellement à leur potentiel de ressources et de leur population. Quant à ceux dont l'indice est inférieur à 100 points, ils sont réputés cantons à faible potentiel de ressources et bénéficient des versements provenant des péréquations horizontale et verticale des ressources. Les montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources sont progressifs. Ainsi, plus l'indice de ressources diminue, plus le paiement supplémentaire par habitant augmente. Les sommes versées ou perçues en 2016 ressortent du tableau 8.

Pour l'année de référence 2016, comme mentionné précédemment, le canton de Bâle-Campagne et de Schaffhouse font à nouveau partie du groupe des cantons à faible potentiel de ressources. Leurs indices restent toutefois proches de 100 (97,6 points d'indice pour BL resp. 98,3 pour SH), ces changements n'ont que de faibles répercussions sur les paiements compensatoires de la péréquation des ressources.

On observe, parmi les cantons à fort potentiel de ressources, que Nidwald et Schwyz subissent un important surcroît de charges par habitant par rapport à 2015 (+232 fr./ hab. et +80 fr./ hab.), tandis que Vaud et Genève sont moins mises à contribution (-45 fr./ hab. et -28 fr./hab.). Pour les autres cantons à fort potentiel de ressources, les variations par habitant de 2015 à 2016 oscillent entre -1 fr./hab. (BS) et +35 fr./hab. (ZG; cf. tableau 8).

Quant aux cantons à faible potentiel de ressources, ceux qui bénéficient des augmentations les plus importantes au niveau des paiements compensatoires sont les cantons du Valais (+112 fr./ hab.), de Soleure (+105 fr./hab.) et d'Argovie (+67 fr./ hab.). En revanche, les paiements compensatoires diminuent pour les cantons de Lucerne (-215 fr. /hab.), d'Obwald (-212 fr./ hab.) et d'Uri (-162 fr./ hab.).

Tableau 8 Péréquation des ressources en 2016 et comparaison avec 2015

	Taux fiscal standardisé en 2016: 26.7%														
	Péréquation des ressources 2016						Péréquation des ressources 2015			Diff.					
	IR 2016		horizontale		verticale		IR 2015			PR 2016 / 2015					
	Points	en CHF 1'000	perçus	en CHF 1'000	perçus	Total	Indice RFS après PR	Points	en CHF 1'000	Total	Indice RFS après PR	Points	en CHF 1'000	par hab.	
ZH	120.6	496'974	0	0	496'974	116.4	116.4	119.5	465'182	115.5	115.5	119.5	465'182	31'792	19
BE	74.2	0	-481'470	-704'512	-1'185'983	88.2	88.2	74.3	-1'145'309	88.0	88.0	74.3	-1'145'309	-40'674	-34
LU	83.5	0	-93'275	-136'485	-229'760	90.5	90.5	79.6	-307'605	89.3	89.3	79.6	-307'605	77'844	215
UR	64.1	0	-28'584	-41'825	-70'409	87.3	87.3	61.6	-75'323	86.8	86.8	61.6	-75'323	4'914	162
SZ	170.6	180'671	0	0	180'671	156.3	156.3	165.9	166'264	152.5	152.5	165.9	166'264	14'406	80
OW	91.7	0	-3'030	-4'433	-7'463	94.1	94.1	86.9	-14'827	91.8	91.8	86.9	-14'827	7'364	212
NW	143.9	31'227	0	0	31'227	135.0	135.0	130.5	21'413	124.3	124.3	130.5	21'413	9'814	232
GL	70.5	0	-23'460	-34'327	-57'787	87.7	87.7	68.9	-60'357	87.2	87.2	68.9	-60'357	2'569	88
ZG	263.5	324'638	0	0	324'638	230.4	230.4	261.4	314'985	228.6	228.6	261.4	314'985	9'652	35
FR	76.6	0	-118'365	-173'198	-291'563	88.6	88.6	77.0	-274'506	88.6	88.6	77.0	-274'506	-17'057	-41
SO	76.9	0	-105'058	-153'727	-258'785	88.7	88.7	78.3	-229'503	88.9	88.9	78.3	-229'503	-29'282	-105
BS	143.5	143'435	0	0	143'435	134.7	134.7	143.6	144'200	134.7	134.7	143.6	144'200	-764	-1
BL	97.6	0	-3'326	-4'867	-8'193	98.0	98.0	100.1	684	100.1	100.1	100.1	684	-8'877	-32
SH	98.3	0	-556	-813	-1'368	98.5	98.5	101.9	2'467	101.5	101.5	101.9	2'467	-3'835	-50
AR	85.5	0	-10'667	-15'609	-26'276	91.2	91.2	84.4	-28'995	90.8	90.8	84.4	-28'995	2'719	54
AI	84.5	0	-3'493	-5'111	-8'604	90.9	90.9	82.8	-9'909	90.2	90.2	82.8	-9'909	1'305	86
SG	79.7	0	-161'918	-236'926	-398'844	89.4	89.4	79.0	-411'099	89.1	89.1	79.0	-411'099	12'256	34
GR	83.0	0	-50'834	-74'382	-125'216	90.3	90.3	81.4	-140'633	89.8	89.8	81.4	-140'633	15'418	86
AG	87.7	0	-95'029	-139'052	-234'081	92.2	92.2	89.2	-189'327	92.9	92.9	89.2	-189'327	-44'754	-67
TG	78.6	0	-91'520	-133'917	-225'437	89.1	89.1	77.4	-237'797	88.7	88.7	77.4	-237'797	12'360	65
TI	96.2	0	-8'655	-12'665	-21'320	96.9	96.9	98.5	-5'212	98.7	98.7	98.5	-5'212	-16'108	-47
VD	103.9	48'882	0	0	48'882	103.1	103.1	106.5	80'619	105.2	105.2	106.5	80'619	-31'737	-45
VS	67.8	0	-218'124	-319'170	-537'293	87.5	87.5	68.8	-489'975	87.2	87.2	68.8	-489'975	-47'318	-112
NE	90.5	0	-18'013	-26'357	-44'370	93.5	93.5	88.1	-62'490	92.3	92.3	88.1	-62'490	18'119	106
GE	143.3	346'483	0	0	346'483	134.6	134.6	144.9	356'471	135.8	135.8	144.9	356'471	-9'989	-28
JU	64.0	0	-56'933	-83'307	-140'239	87.3	87.3	62.7	-142'443	86.9	86.9	62.7	-142'443	2'204	55
<b>CH</b>	<b>100.0</b>	<b>1'572'308</b>	<b>-1'572'308</b>	<b>-2'300'683</b>	<b>-2'300'683</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>-2'273'025</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>-2'273'025</b>	<b>-27'658</b>	<b>-5</b>

IR = Indice des ressources; RFS = Recettes fiscales standardisées

---

Les recettes fiscales standardisées (RFS) sont une notion technique désignant les ressources propres déterminantes au sens de l'art. 6, al. 3, PFCC. Il s'agit d'un paramètre permettant de juger de l'effet compensatoire de la péréquation des ressources. Les RFS d'un canton correspondent aux recettes fiscales qu'il réaliserait à la condition qu'il exploite son potentiel de ressources en appliquant un taux d'imposition proportionnel et unique pour tous les cantons. Pour juger de l'effet péréquatif, les montants de la péréquation tant horizontale que verticale des ressources sont ajoutés aux valeurs cantonales des RFS ou en sont soustraits. On obtient ainsi les «RFS après péréquation des ressources», lesquelles servent à calculer l'«indice des RFS après la péréquation».

---

La colonne intitulée «Indice des RFS après la péréquation» du tableau 8 revêt une grande importance pour la péréquation des ressources. Elle indique dans quelle mesure la péréquation des ressources peut accroître l'indice des recettes fiscales standardisées (RFS, cf. encadré) du canton au plus faible potentiel de ressources (le canton du Jura pour l'année de référence 2016). En vertu de l'art. 6 PFCC, le but visé est de porter l'indice du canton présentant le potentiel de ressources le plus faible à au moins 85 points par le biais de la péréquation des ressources et de la compensation des cas de rigueur. En 2016, l'indice RFS après péréquation des ressources du canton du Jura s'élève à 87,3 points. Ainsi, en 2016, tous les cantons à faible potentiel de ressources atteignent largement la valeur-cible visée.

En vertu de l'art. 135, al. 3 Cst., la péréquation horizontale des ressources doit se situer entre deux tiers et 80 % des prestations de la Confédération (péréquation verticale). Les versements incombant en 2016 à l'ensemble des cantons à fort potentiel de ressources au titre de la péréquation horizontale s'élèvent à 68,3 % de la péréquation verticale, comme le montre le tableau 18 au chapitre 5. En 2015, le rapport était à également de 68,3 %.

Selon l'art. 5, al. 3 PFCC, les cantons à fort potentiel de ressources contribuent à la péréquation horizontale des ressources par le versement d'un pourcentage uniforme sur la part des RFS ou du potentiel de ressources (PR) qui dépasse la moyenne suisse (excédents respectifs des RFS et du potentiel de ressources). Comme le montre le tableau 9 aux lignes concernant les cantons à fort potentiel de ressources, cette part diminue par rapport à l'année précédente, passant de 5,6 à 5,4 % pour l'excédent du potentiel de ressources et de 20,3 à 20,2 % pour l'excédent des RFS. Ainsi, les cantons à fort potentiel de ressources sont un peu moins sollicités par point d'indice que l'année précédente.

Tableau 9 Versements / rentrées en % du potentiel de ressources, en % de l'excédent du potentiel de ressources, en % des RFS et en % de l'excédent des RFS (2015 et 2016)

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

Péréquation des ressources par habitant 2016					Péréquation des ressources par habitant 2015					
	en CHF	en % du PR	en % de l'excédent du PR	en % des RFS	en % de l'excédent des RFS**	en CHF	en % du PR	en % de l'excédent du PR	en % des RFS	en % de l'excédent des RFS**
ZH	356	0.9%	5.4%	3.5%	20.2%	337	0.9%	5.6%	3.3%	20.3%
BE	-1'198	-5.0%	-14.5%	-18.9%	-54.2%	-1'164	-5.1%	-14.8%	-18.4%	-53.3%
LU	-602	-2.3%	-11.4%	-8.4%	-42.6%	-818	-3.3%	-13.1%	-12.1%	-47.2%
UR	-1'984	-9.7%	-17.3%	-36.2%	-64.7%	-2'146	-11.3%	-18.2%	-40.9%	-65.7%
SZ	1'221	2.2%	5.4%	8.4%	20.2%	1'140	2.2%	5.6%	8.1%	20.3%
OW	-208	-0.7%	-7.8%	-2.6%	-29.3%	-420	-1.6%	-10.4%	-5.7%	-37.6%
NW	759	1.6%	5.4%	6.2%	20.2%	527	1.3%	5.6%	4.7%	20.3%
GL	-1'471	-6.5%	-15.5%	-24.4%	-58.3%	-1'558	-7.4%	-16.3%	-26.6%	-58.9%
ZG	2'827	3.3%	5.4%	12.5%	20.2%	2'792	3.5%	5.6%	12.5%	20.3%
FR	-1'026	-4.2%	-13.7%	-15.7%	-51.3%	-985	-4.2%	-13.9%	-15.0%	-50.3%
SO	-1'007	-4.1%	-13.6%	-15.3%	-51.0%	-902	-3.7%	-13.5%	-13.5%	-48.8%
BS	752	1.6%	5.4%	6.1%	20.2%	753	1.7%	5.6%	6.2%	20.3%
BL	-30	-0.1%	-3.9%	-0.4%	-14.8%	3	0.0%	5.6%	0.0%	20.3%
SH	-18	-0.1%	-3.3%	-0.2%	-12.3%	32	0.1%	5.6%	0.4%	20.3%
AR	-494	-1.8%	-10.6%	-6.8%	-39.7%	-548	-2.1%	-11.4%	-7.6%	-41.2%
AI	-545	-2.0%	-11.0%	-7.5%	-41.1%	-631	-2.5%	-12.0%	-9.0%	-43.2%
SG	-825	-3.2%	-12.7%	-12.1%	-47.6%	-859	-3.5%	-13.3%	-12.8%	-48.0%
GR	-627	-2.4%	-11.5%	-8.8%	-43.2%	-713	-2.9%	-12.5%	-10.3%	-45.0%
AG	-379	-1.3%	-9.7%	-5.1%	-36.2%	-312	-1.1%	-9.4%	-4.1%	-33.9%
TG	-895	-3.6%	-13.1%	-13.3%	-48.9%	-960	-4.0%	-13.8%	-14.6%	-49.9%
TI	-63	-0.2%	-5.1%	-0.8%	-19.3%	-16	-0.1%	-3.4%	-0.2%	-12.1%
VD	67	0.2%	5.4%	0.8%	20.2%	113	0.3%	5.6%	1.2%	20.3%
VS	-1'680	-7.7%	-16.3%	-29.0%	-61.0%	-1'569	-7.4%	-16.3%	-26.8%	-59.0%
NE	-255	-0.9%	-8.4%	-3.3%	-31.5%	-362	-1.3%	-9.9%	-4.8%	-35.7%
GE	749	1.6%	5.4%	6.1%	20.2%	777	1.7%	5.6%	6.3%	20.3%
JU	-1'998	-9.7%	-17.3%	-36.5%	-64.9%	-2'053	-10.6%	-17.9%	-38.4%	-64.7%

Excédent du PR: Différence entre le potentiel des ressources et la moyenne suisse.

Excédent des RFS: Différence entre les recettes fiscales standardisées et la moyenne suisse.

Il ressort également du tableau 9 que les cantons du Jura et d'Uri, c'est-à-dire les deux cantons au potentiel de ressources le plus faible, perçoivent des contributions équivalant respectivement à 36,5 % et 36,2 % de leurs recettes fiscales standardisées.

### 3.4 Mesures en cas de qualité insuffisante des données

Pour les années de calcul 2010 à 2012, tous les cantons ont été en mesure de livrer des données correctes et aucune correction n'a été nécessaire.

# 4 Compensation des charges en 2016

Conformément à l'art. 9, al. 1, PFCC, l'Assemblée fédérale fixe tous les quatre ans les contributions de base destinées à la compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques et socio-démographiques. L'art. 9, al. 2, PFCC prescrit en outre que, durant les années intermédiaires, la dotation de la compensation des charges est adaptée en fonction du renchérissement.

L'année de référence 2016 constitue le premier exercice de la troisième période quadriennale. Aussi, l'Assemblée fédérale a fixé, par l'arrêté fédéral du 19 juin 2015, la dotation de la compensation des charges pour la troisième période quadriennale. A cet effet, il a pris en considération les résultats du 2<sup>ème</sup> rapport sur l'efficacité de la péréquation financière et de son message correspondant. Ledit rapport concluait qu'il n'y avait pas lieu de modifier la compensation des charges. Pour la période quadriennale 2016 à 2019, le Conseil fédéral proposait donc de conserver les contributions de base de la compensation des charges géo-topographiques et socio-démographiques en tenant compte du renchérissement. Cette proposition a été acceptée par l'Assemblée fédérale. L'arrêté fédéral correspondant est sujet au référendum facultatif.

La dotation de la compensation des charges pour l'année de référence 2016 résulte par conséquent de l'adaptation au renchérissement du montant de la compensation de l'année de référence 2015. L'adaptation se fonde sur la dernière variation disponible de l'indice national des prix à la consommation par rapport au mois de référence de l'année précédente, soit avril 2015. Le taux de renchérissement retenu pour l'année 2016 est par conséquent de -1,1 % et la somme à disposition en 2016 pour la compensation des charges s'élève à quelque 718 millions de francs. Elle est destinée pour une moitié (environ 359 millions) à la compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques et pour l'autre moitié à la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques.

Les données les plus récentes de la statistique de la superficie (AREA), de la statistique de la population et des ménages (STATPOP), de la statistique structurelle des entreprises (STATENT), du système Ordipro, de la statistique des bénéficiaires de l'aide sociale et du recueil de données des agrégats ont servi à calculer les indices des charges 2016 des cantons.

## 4.1 Compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques (CCG)

Dans le cas de la compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques, les charges excessives déterminantes sont mesurées à l'aide de quatre indicateurs partiels, à savoir l'«altitude», la «déclivité du terrain», la «structure de l'habitat» et la «densité démographique» (art. 29 s. OPFCC). On parle de charges excessives dès lors que l'indice des charges correspondant dépasse le seuil de 100 (= moyenne pour l'ensemble de la Suisse).

Depuis l'année de référence 2014, les données de base de l'indicateur partiel de l'«altitude» sont actualisées chaque année. Dans les cantons bénéficiaires, cet indicateur varie entre -0,8 % (VS) et +0,3 % (FR) entre 2015 et 2016.

En ce qui concerne l'indicateur partiel de la «déclivité du terrain», les cantons n'ont enregistré que des fluctuations minimales par rapport à l'année précédente. La base de données repose sur le dernier état des données disponibles. Après la dernière publication de données en novembre 2013, les résultats de l'enquête 2004/2009 ont été utilisés pour 25 cantons, les valeurs du canton de Genève reposant déjà sur les résultats de l'enquête 2013/2018.

L'indicateur partiel de la «structure de l'habitat» fléchit dans la plupart des cantons bénéficiaires. A l'échelle nationale, le nombre d'habitants résidant dans des localités de moins de 200 habitants a reculé, alors que la population a progressé dans tous les cantons. Les Grisons enregistrent la réduction la plus importante (-2,6 %). En revanche, cet indicateur partiel a augmenté dans les cantons bénéficiaires d'Obwald (+3,4 %), d'Appenzell Rhodes-Extérieures (+1,3 %) et de Schwytz (+0,2 %).

Quant à l'indicateur de la «faible densité démographique», il diminue légèrement dans tous les cantons par rapport à l'année précédente en raison de la croissance démographique. Les cantons bénéficiaires de Fribourg (-2,1 %) et du Valais (-1,6 %) affichent les baisses les plus importantes<sup>1</sup>.

Les charges excessives déterminantes pour l'année de référence 2016 sont présentées au tableau 10. Selon l'art. 32 OPFCC, le montant de la compensation (359 millions de francs) doit être utilisé à hauteur d'un tiers pour les deux premiers indicateurs partiels et d'un sixième pour les deux derniers, d'où les montants par canton indiqués dans le tableau 11. La figure 3 donne une vue d'ensemble graphique des paiements compensatoires par habitant.

---

<sup>1</sup> Les données concernant la superficie des cantons reposent sur les indications de la mise à jour de swissBOUNDARIES, édition 2014 (par ex. le canton de Saint-Gall présente pour l'année de référence 2016 une superficie supérieure de 508 hectares par rapport à 2015 en raison d'une adaptation de la frontière technique au niveau du lac de Constance).

Figure 3 Paiements au titre de la compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques, en francs par habitant en 2016



Pour l'année de référence 2016, comme pour les années 2008 à 2015, les mêmes 17 cantons affichent des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques et bénéficient ainsi des paiements de la CCG. Le canton des Grisons perçoit, avec 683 francs par habitant, le montant compensatoire le plus élevé. Il est suivi des cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures (526 fr./hab.), d'Appenzell Rhodes-Extérieures (358 fr./hab.), d'Uri (325 fr./hab.) et du Valais (229 fr./hab.).

Tableau 10 CCG: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2016

	Indicateurs partiels			Indices des charges			Charges excessives déterminantes					
	Altitude <sup>1)</sup>	Déclivité du terrain <sup>2)</sup>	Structure de l'habitat <sup>3)</sup>	Densité démographique <sup>4)</sup>	Altitude	Déclivité du terrain	Structure de l'habitat	Altitude	Déclivité du terrain	Structure de l'habitat	Densité démographique	
ZH	0.1%	511.0	2.5%	0.12	2.0	59.8	44.3	23.9	0	0	0	
BE	9.3%	871.0	10.1%	0.60	127.4	101.9	175.9	117.3	2'548'995	915'160	7'683'509	17'322'161
LU	3.2%	688.0	9.5%	0.38	44.0	80.5	164.9	75.4	0	0	2'400'846	0
UR	16.3%	1'559.0	13.0%	3.00	223.6	182.3	225.7	591.7	722'566	4'086'195	584'756	17'634'821
SZ	16.2%	1'031.0	8.8%	0.60	222.1	120.6	153.6	118.2	2'993'404	1'502'811	716'203	2'755'407
OW	15.1%	1'294.0	13.7%	1.34	207.1	151.3	238.2	264.9	590'228	2'048'409	690'724	6'020'004
NW	2.4%	1'010.0	8.6%	0.66	32.5	118.1	149.7	129.8	0	378'127	179'119	1'248'262
GL	5.4%	1'320.0	6.0%	1.73	74.6	154.4	104.1	341.2	0	2'378'259	9'713	9'549'832
ZG	4.2%	692.0	5.2%	0.20	57.2	80.9	89.6	39.8	0	0	0	0
FR	12.1%	758.0	10.5%	0.56	165.8	88.7	183.0	110.7	2'366'958	0	2'597'900	3'184'555
SO	0.2%	552.0	3.4%	0.30	2.4	64.6	58.8	59.6	0	0	0	0
BS	0.0%	274.0	0.5%	0.02	0.0	32.0	8.3	3.8	0	0	0	0
BL	0.1%	507.0	1.9%	0.19	0.8	59.3	32.6	36.6	0	0	0	0
SH	0.0%	516.0	3.1%	0.38	0.2	60.4	54.8	74.7	0	0	0	0
AR	58.3%	906.0	12.7%	0.45	800.4	106.0	220.6	89.2	21'942'131	143'532	820'804	0
AI	58.8%	1'003.0	21.8%	1.09	806.7	117.3	378.6	215.5	6'557'469	269'569	956'434	1'822'359
SG	4.3%	790.0	6.8%	0.41	59.1	92.4	118.5	81.4	0	0	619'417	0
GR	48.4%	1'787.0	12.6%	3.64	663.3	209.0	218.6	718.5	53'104'544	45'191'945	2'904'514	120'582'142
AG	0.0%	466.0	2.9%	0.22	0.0	54.5	50.9	43.5	0	0	0	0
TG	0.0%	502.0	9.1%	0.38	0.6	58.7	158.4	75.1	0	0	1'383'496	0
TI	2.7%	1'165.0	4.4%	0.81	37.5	136.3	76.8	160.0	0	7'072'874	0	20'792'340
VD	7.3%	722.0	5.3%	0.43	99.9	84.4	92.8	84.5	0	0	0	0
V5	32.9%	1'598.0	6.2%	1.60	451.8	186.9	108.2	314.9	37'893'785	21'111'312	166'706	70'274'664
NE	37.7%	1'037.0	5.5%	0.45	517.0	121.3	96.4	89.7	27'722'160	1'512'747	0	0
GE	0.0%	426.0	1.3%	0.06	0.0	49.8	23.0	11.9	0	0	0	0
JU	15.0%	642.0	10.2%	1.17	205.8	75.1	178.0	230.4	1'138'620	0	572'286	9'354'635
<b>CH</b>	<b>7.3%</b>	<b>855.0</b>	<b>5.7%</b>	<b>0.51</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>157'580'859</b>	<b>86'610'940</b>	<b>22'286'426</b>	<b>280'541'182</b>

<sup>1)</sup> Part de la population résidente permanente habitant à plus de 800 mètres d'altitude dans la population totale (STATPOP 2013).

<sup>2)</sup> Altitude médiane des surfaces productives selon la statistique de la superficie (AREA, état en 2013).

<sup>3)</sup> Part de la population résidente permanente domiciliée en dehors du territoire des agglomérations par rapport à la population totale (STATPOP 2013).

<sup>4)</sup> Surface totale en hectare par habitant permanent (STATPOP 2013) selon la statistique de la superficie (AREA, état en 2013).



#### 4.2 Compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques (CCS)

Dans le cadre de la CCS, le montant d'environ 359 millions de francs est réparti à hauteur des deux tiers pour les charges excessives liées à la structure de la population (domaines A à C) et d'un tiers pour les charges excessives des villes-centres (domaine F), selon l'art. 39 OPFCC. Les domaines A à C sont ainsi dotés de quelque 239 millions de francs en 2016, tandis que le domaine F dispose d'environ 120 millions de francs. La figure 4 donne une vue d'ensemble des paiements compensatoires en francs par habitant.

Figure 4 Paiements au titre de la compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques, en francs par habitant en 2016



##### 4.2.1 Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS, domaines A à C)

Le calcul des charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS A-C) repose sur trois indicateurs partiels, à savoir la «pauvreté», la «structure d'âge» et l'«intégration des étrangers». Pour la CCS, domaines A à C, toutes les données relatives à la population se basent sur les données 2013 de l'OFS (selon STATPOP) ainsi que sur la statistique 2013 des bénéficiaires de l'aide sociale. Contrairement à la CCG, les indicateurs sont agrégés au moyen de l'analyse en composantes principales pour constituer un indice global des charges.

Tableau 12 CCS, domaines A à C: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2016

	Indicateurs partiels			Indice des charges	Coefficient de charge	Charges excessives déterminantes
	Pauvreté <sup>1)</sup>	Structure d'âge <sup>2)</sup>	Intégration des étrangers <sup>3)</sup>			
ZH	5.6%	4.6%	9.5%	0.102	1.296	145'405
BE	6.6%	5.7%	5.9%	0.256	1.450	256'328
LU	4.2%	4.7%	6.4%	-0.480	0.714	0
UR	2.4%	5.5%	4.6%	-0.711	0.483	0
SZ	2.7%	4.1%	6.5%	-0.977	0.217	0
OW	2.5%	4.5%	5.6%	-0.937	0.257	0
NW	2.0%	4.4%	4.6%	-1.194	0.000	0
GL	3.9%	5.4%	7.8%	-0.104	1.090	0
ZG	3.6%	3.8%	11.1%	-0.364	0.830	0
FR	4.9%	3.7%	10.6%	-0.238	0.956	0
SO	6.5%	5.3%	6.1%	0.104	1.298	27'189
BS	13.2%	7.1%	12.9%	2.786	3.980	527'487
BL	4.3%	5.6%	6.8%	-0.078	1.116	0
SH	4.9%	6.0%	7.3%	0.228	1.422	17'963
AR	3.7%	5.3%	4.2%	-0.595	0.599	0
AI	2.2%	5.4%	3.7%	-0.903	0.291	0
SG	4.3%	4.5%	6.8%	-0.481	0.713	0
GR	2.8%	5.2%	7.1%	-0.477	0.717	0
AG	3.5%	4.2%	7.1%	-0.712	0.482	0
TG	3.1%	4.3%	5.5%	-0.928	0.266	0
TI	9.1%	6.0%	5.8%	0.793	1.987	274'805
VD	8.9%	4.6%	15.1%	1.339	2.533	1'003'410
VS	3.3%	4.6%	10.4%	-0.203	0.991	0
NE	9.5%	5.5%	10.4%	1.258	2.452	221'914
GE	11.7%	4.8%	19.5%	2.418	3.612	1'135'089
JU	6.2%	5.7%	5.2%	0.098	1.292	7'030
<b>CH</b>						<b>3'616'621</b>
<b>Moy.</b>	<b>5.2%</b>	<b>5.0%</b>	<b>7.9%</b>		<b>1.194</b>	

<sup>1)</sup> Part des bénéficiaires de prestations de l'aide sociale au sens large (selon la statistique de l'aide sociale 2013) dans la population résidente permanente (STATPOP 2013).

<sup>2)</sup> Part des personnes âgées de 80 ans et plus dans la population résidente permanente (STATPOP 2013).

<sup>3)</sup> Part des personnes étrangères ne provenant pas d'Etats limitrophes et vivant en Suisse depuis 12 ans au maximum, dans la population résidente permanente (STATPOP 2013).

Le tableau 12 recense les charges excessives déterminantes liées à la structure de la population pour l'année 2016. Ces charges sont une valeur de synthèse, calculée en multipliant l'indice des charges par la population déterminante. Seuls les cantons ayant un indice des charges positif présentent des charges excessives déterminantes. L'indicateur partiel de la «pauvreté» est le plus fortement pondéré lors du calcul de l'indice des charges au moyen de l'analyse en composantes principales.

Les paiements compensatoires aux cantons sont proportionnels aux charges excessives déterminantes. Le tableau 13 indique les montants pour l'année 2016. Les montants les plus élevés par habitant échoient, comme l'année précédente, aux cantons urbains de Bâle-Ville (183 francs) et de Genève (162 francs). Les montants alloués aux huit autres cantons atteignent au maximum 91 francs par habitant.

Tableau 13 CCS, domaines A à C: paiements compensatoires en 2016 et comparaison avec 2015

en CHF, (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	2016		2015		Différence 2016/2015	
	Total	par hab.	Total	par hab.	Total	par hab.
ZH	-9'620'718	-7	-2'711'223	-2	-6'909'495	-5
BE	-16'959'945	-17	-23'541'168	-24	6'581'222	7
LU	0	0	0	0	0	0
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	0	0	0	0	0	0
SO	-1'798'991	-7	-1'853'679	-7	54'689	0
BS	-34'901'213	-183	-36'294'562	-190	1'393'349	7
BL	0	0	0	0	0	0
SH	-1'188'491	-15	-1'532'630	-20	344'139	5
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	0	0	0	0	0	0
GR	0	0	0	0	0	0
AG	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	0	0	0	0
TI	-18'182'509	-54	-20'385'947	-61	2'203'438	7
VD	-66'390'681	-91	-64'717'520	-90	-1'673'161	-1
VS	0	0	0	0	0	0
NE	-14'682'927	-84	-15'575'130	-90	892'203	6
GE	-75'103'196	-162	-74'811'916	-163	-291'280	1
JU	-465'162	-7	-531'566	-8	66'404	1
CH	-239'293'831	-30	-241'955'340	-31	2'661'509	1

Les paiements compensatoires par habitant ont augmenté par rapport à 2015 uniquement dans les cantons de Zurich (+5 fr./hab.) et du Valais (+1 fr./hab.). Avec environ 7 millions de plus qu'en 2015, le canton de Zurich enregistre également la plus forte progression. Celle-ci s'explique par la croissance de l'indicateur de «pauvreté» dans ce canton, alors qu'elle tient en Valais à une hausse des indicateurs de «pauvreté» et de l'«intégration des étrangers».

Les paiements compensatoires reculent dans les autres cantons bénéficiaires, la réduction la plus importante concernant le Tessin, Berne et Bâle-Ville (-7 fr./hab.). Le canton de Berne affiche la plus forte baisse des paiements nets (-6,6 millions de francs par rapport à 2015).

#### 4.2.2 Charges excessives déterminantes des villes-centres (CCS, domaine F)

Dans un premier temps, les charges excessives déterminantes des villes-centres sont calculées par commune à l'aide de trois indicateurs partiels, à savoir la «population de la commune», la «densité de la population» et le «taux d'emploi», qui sont pondérés par le biais d'une analyse

en composantes principales. Dans un deuxième temps, les indicateurs standardisés des communes sont agrégés au niveau cantonal et rapportés à la population résidente permanente du canton en question pour former un indice global des charges.

Quant au coefficient des charges, il équivaut à la différence entre l'indice des charges du canton et la plus faible valeur d'indice des charges de tous les cantons, en l'occurrence, comme pour les années précédentes, celle d'Appenzell Rhodes-Intérieures. Par analogie à la CCS, domaines A à C, les paiements compensatoires sont proportionnels aux charges excessives déterminantes.

Les tableaux 14 et 15 présentent, pour l'année 2016, les charges excessives déterminantes et les montants compensatoires qui en résultent.

Tableau 14 CCS, domaine F: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2016

Valeurs moyennes des indicateurs partiels des communes						
	Taille de la commune <sup>1)</sup>	Taux d'emploi <sup>2)</sup>	Densité de l'habitat <sup>3)</sup>	Indice des charges	Coefficient de charges	Charges excessives déterminantes
ZH	119'366	68.0%	40.3	6.344	6.298	6'596'787
BE	26'944	62.2%	19.1	1.725	1.679	8'588
LU	24'123	60.2%	19.0	1.582	1.536	0
UR	4'340	50.4%	5.5	0.137	0.091	0
SZ	9'380	50.3%	9.5	0.495	0.449	0
OW	6'273	59.3%	1.7	0.186	0.140	0
NW	4'808	54.2%	7.1	0.266	0.220	0
GL	13'931	54.4%	2.0	0.444	0.398	0
ZG	16'343	88.3%	18.2	1.596	1.550	0
FR	8'813	47.9%	16.2	0.695	0.649	0
SO	6'158	52.1%	14.1	0.566	0.520	0
BS	150'273	98.8%	140.1	11.812	11.766	1'911'446
BL	9'786	50.9%	21.4	0.976	0.930	0
SH	18'481	57.0%	10.7	0.994	0.948	0
AR	6'482	47.6%	5.9	0.205	0.159	0
AI	3'563	53.1%	3.0	0.046	0.000	0
SG	19'144	58.0%	15.4	1.215	1.169	0
GR	8'751	64.5%	5.9	0.514	0.468	0
AG	6'685	50.6%	13.1	0.528	0.482	0
TG	8'330	49.8%	11.0	0.502	0.456	0
TI	16'070	61.4%	15.3	1.131	1.085	0
VD	30'619	55.3%	30.6	2.225	2.179	381'114
VS	9'229	51.1%	7.0	0.401	0.355	0
NE	19'341	58.3%	13.8	1.163	1.117	0
GE	87'686	75.0%	133.4	8.721	8.675	3'288'180
JU	4'358	57.0%	3.8	0.158	0.112	0
CH	42'050	60.6%	30.2	1.716	1.670	12'186'114

<sup>1)</sup> Population résidente permanente des communes (STATPOP 2013).

<sup>2)</sup> Nombre de personnes actives par rapport à la population résidente permanente des communes selon la statistique structurelle des entreprises (STATENT 2012).

<sup>3)</sup> Population résidente permanente et nombre de personnes actives par rapport à la surface productive des communes selon la statistique de la superficie (AREA, état en 2013)

Les paiements compensatoires au titre des charges excessives des villes-centres atteignent près de 120 millions de francs en 2016. Cinq cantons, à savoir Zurich, Berne, Bâle-Ville, Vaud et Genève, bénéficient de ces paiements en 2016. Les variations par rapport à 2015 sont minimes et s'inscrivent au maximum à un franc par habitant (ZH, BS, GE).

Tableau 15 CCS, domaine F: paiements compensatoires en 2016 et comparaison avec 2015

en CHF, (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	2016		2015		Différence 2016/2015	
	Total	par hab.	Total	par hab.	Total	par hab.
ZH	-64'769'227	-46	-65'694'170	-48	924'943	1
BE	-84'319	0	-120'376	0	36'057	0
LU	0	0	0	0	0	0
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	0	0	0	0	0	0
SO	0	0	0	0	0	0
BS	-18'767'150	-98	-19'015'751	-99	248'601	1
BL	0	0	0	0	0	0
SH	0	0	0	0	0	0
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	0	0	0	0	0	0
GR	0	0	0	0	0	0
AG	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	0	0	0	0
TI	0	0	0	0	0	0
VD	-3'741'890	-5	-3'745'434	-5	3'544	0
VS	0	0	0	0	0	0
NE	0	0	0	0	0	0
GE	-32'284'331	-70	-32'401'939	-71	117'608	1
JU	0	0	0	0	0	0
CH	-119'646'916	-15	-120'977'670	-15	1'330'754	0

#### 4.2.3 Paiements compensatoires liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques

Le tableau 16 présente une comparaison récapitulative des paiements compensatoires totaux liés aux charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques pour les années 2015 et 2016.

Tableau 16 Total de la CCS: paiements compensatoires en 2016 et comparaison avec 2015

en CHF, (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

	2016		2015		Différence 2016 / 2015	
	Total	par hab.	Total	par hab.	Total	par hab.
ZH	-74'389'945	-53	-68'405'393	-50	-5'984'552	-4
BE	-17'044'264	-17	-23'661'543	-24	6'617'280	7
LU	0	0	0	0	0	0
UR	0	0	0	0	0	0
SZ	0	0	0	0	0	0
OW	0	0	0	0	0	0
NW	0	0	0	0	0	0
GL	0	0	0	0	0	0
ZG	0	0	0	0	0	0
FR	0	0	0	0	0	0
SO	-1'798'991	-7	-1'853'679	-7	54'689	0
BS	-53'668'362	-281	-55'310'313	-289	1'641'951	8
BL	0	0	0	0	0	0
SH	-1'188'491	-15	-1'532'630	-20	344'139	5
AR	0	0	0	0	0	0
AI	0	0	0	0	0	0
SG	0	0	0	0	0	0
GR	0	0	0	0	0	0
AG	0	0	0	0	0	0
TG	0	0	0	0	0	0
TI	-18'182'509	-54	-20'385'947	-61	2'203'438	7
VD	-70'132'570	-96	-68'462'954	-96	-1'669'616	-1
VS	0	0	0	0	0	0
NE	-14'682'927	-84	-15'575'130	-90	892'203	6
GE	-107'387'527	-232	-107'213'855	-234	-173'672	2
JU	-465'162	-7	-531'566	-8	66'404	1
CH	-358'940'747	-45	-362'933'010	-46	3'992'263	1



## 5 Compensation des cas de rigueur en 2016

La Confédération finance la compensation des cas de rigueur (CCR) pour deux tiers et les cantons pour un tiers. Selon l'art. 19, al. 3 PFCC, le montant de la compensation des cas de rigueur est fixé pour huit ans, puis diminue de 5 % par an. Ainsi, les contributions perçues en 2016 au titre de la compensation des cas de rigueur diminuent de près de 18 millions par rapport à l'année précédente. Etant donné qu'aucun canton à faible potentiel de ressources bénéficiant de la compensation des cas de rigueur ne passe dans le groupe des cantons à fort potentiel de ressources en 2016, le montant de la compensation des cas de rigueur ne subit pas de réduction supplémentaire, conformément à l'art. 19, al. 6, PFCC. Les montants versés et perçus par canton sont présentés dans le tableau 17.

Tableau 17 Compensation des cas de rigueur en 2016

en CHF 1'000

Compensation des cas de rigueur 2016			
	Montants perçus	Montants versés	Solde CCR
ZH	0	19'239	19'239
BE	-49'528	15'011	-34'517
LU	-22'507	5'443	-17'065
UR	0	546	546
SZ	0	2'014	2'014
OW	-8'969	507	-8'463
NW	0	581	581
GL	-7'760	604	-7'156
ZG	0	1'547	1'547
FR	-130'416	3'737	-126'679
SO	0	3'823	3'823
BS	0	3'033	3'033
BL	0	4'051	4'051
SH	0	1'155	1'155
AR	0	841	841
AI	0	231	231
SG	0	7'066	7'066
GR	0	2'972	2'972
AG	0	8'519	8'519
TG	0	3'584	3'584
TI	0	4'838	4'838
VD	0	9'899	9'899
VS	0	4'302	4'302
NE	-103'391	2'626	-100'765
GE	0	6'433	6'433
JU	-18'418	1'064	-17'354
CH	-340'990	113'663	-227'327



# 6 Vue d'ensemble des paiements en 2016

Le tableau 18 présente une vue d'ensemble du calcul des dotations des divers instruments de péréquation en 2016.

Tableau 18  
en CHF

Dotation des instruments de la péréquation en 2016

	Dotation 2015	Progression ordinaire en %	en CHF	Adaptation	Dotation 2016
<b>Péréquation des ressources</b>					
verticale (PRV)	2'273'024'664	5.5%	125'793'117	-98'135'244	2'300'682'536
horizontale (PRH)	1'552'284'737	5.6%	86'919'862	-66'896'487	1'572'308'112
<i>Rapport PRH/PRV</i>	<i>68.3%</i>				<i>68.3%</i>
<b>Compensation des charges</b>					
Facteurs socio-démographiques	241'955'340	-1.1%	-2'661'509		239'293'831
Structure de la population	120'977'670	-1.1%	-1'330'754		119'646'916
Villes-centres	362'933'010	-1.1%	-3'992'263		358'940'747
Facteurs géo-topographiques					
<b>Compensation des cas de rigueur</b>					
Confédération	239'291'577	-5.0%	-11'964'579		227'326'998
Cantons	119'645'785	-5.0%	-5'982'289		113'663'496

Les paiements compensatoires décrits aux paragraphes précédents et relevant de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur constituent les paiements compensatoires nets des cantons en 2016. Le tableau 19 présente les montants correspondants par canton et le tableau 20 une comparaison avec l'année de référence 2015.

Ainsi, en ce qui concerne les cantons à faible potentiel de ressources, ce sont les cantons d'Obwald et de Lucerne qui subissent les diminutions les plus importantes des paiements compensatoires par rapport à 2015, soit un recul de plus de 200 francs par habitant, en raison de la croissance de leurs indices de ressources. Suite à la baisse de ce même indice, les cantons de Soleure et du Valais bénéficient chacun d'une augmentation de plus de 100 francs par habitant en 2016 par rapport à l'année précédente. Dans les autres cantons à faible potentiel de ressources, les différences se situent entre -170 francs par habitant (UR) et +68 francs par habitant (AG).

Dans le groupe des cantons à fort potentiel de ressources, les paiements compensatoires que les cantons de Nidwald et de Schwyz versent à la péréquation financière augmente de 231 et 80 francs par habitant. Cette augmentation est due à la forte croissance de leurs potentiels de ressources. Pour les autres cantons contribuant à la péréquation des ressources, les différences se situent entre +34 francs par habitant (ZG) et -47 francs par habitant (VD).

Les paiements compensatoires ont lieu deux fois par an, à chaque fois en fin de semestre. La figure 5 présente les flux financiers de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur.

Tableau 19 Paiements compensatoires nets en 2016

IR 2016	PR 2016				CC 2016				Total des instruments de péréquation	Compensation nette des cas de rigueur	Total des paiements compensatoires nets en 2016		
	horizontale		verticale		CCG	CCS A-C	CCS F	Total			Total	CHF par hab. *	
	Charge	Allègement											
ZH	120.6	496'974	0	0	496'974	0	-9'621	-64'769	-74'390	422'584	19'239	441'822	316
BE	74.2	0	-481'470	-704'512	-1'185'983	-2'715'18	-16'960	-84	-44'563	-1'230'545	-34'517	-1'265'062	-1'278
LU	83.5	0	-93'275	-136'485	-229'760	-6'445	0	0	-6'445	-236'205	-17'065	-253'270	-664
UR	64.1	0	-28'584	-41'825	-70'409	-11'524	0	0	-11'524	-81'932	546	-81'387	-2'293
SZ	170.6	180'671	0	0	180'671	-6'859	0	0	-6'859	173'812	2'014	175'826	1'188
OW	91.7	0	-3'030	-4'433	-7'463	-6'416	0	0	-6'416	-13'879	-8'463	-22'341	-622
NW	143.9	31'227	0	0	31'227	-1'269	0	0	-1'269	29'957	581	30'539	742
GL	70.5	0	-23'460	-34'327	-57'787	-5'348	0	0	-5'348	-63'135	-7'156	-70'291	-1'789
ZG	263.5	324'638	0	0	324'638	0	0	0	0	324'638	1'547	326'184	2'840
FR	76.6	0	-118'365	-173'198	-291'563	-9'450	0	0	-9'450	-301'013	-126'679	-427'691	-1'504
SO	76.9	0	-105'058	-153'727	-258'785	0	-1'799	0	-1'799	-260'584	3'823	-256'761	-999
BS	143.5	143'435	0	0	143'435	0	-34'901	-18'767	-53'668	89'767	3'033	92'800	486
BL	97.6	0	-3'326	-4'867	-8'193	0	0	0	0	-8'193	4'051	-4'142	-15
SH	98.3	0	-556	-813	-1'368	-19'062	0	0	-1'188	-2'557	1'155	-1'402	-18
AR	85.5	0	-10'667	-15'609	-26'276	-8'307	0	0	-19'062	-45'337	841	-44'496	-836
AI	84.5	0	-3'493	-5'111	-8'604	-8'307	0	0	-8'307	-16'911	231	-16'681	-1'056
SG	79.7	0	-161'918	-236'926	-398'844	-1'663	0	0	-1'663	-400'506	7'066	-393'440	-814
GR	83.0	0	-50'834	-74'382	-125'216	-136'260	0	0	-136'260	-261'476	2'972	-258'504	-1'295
AG	87.7	0	-95'029	-139'052	-234'081	0	0	0	0	-234'081	8'519	-225'562	-366
TG	78.6	0	-91'520	-133'917	-225'437	-3'714	0	0	-3'714	-229'151	3'584	-225'566	-895
TI	96.2	0	-8'655	-12'665	-21'320	-14'204	-18'183	0	-32'387	-53'707	4'838	-48'869	-144
VD	103.9	48'882	0	0	48'882	0	-66'391	-3'742	-70'133	-21'251	9'899	-11'352	-16
VS	67.8	0	-218'124	-319'170	-537'293	-73'369	0	0	-73'369	-610'662	4'302	-606'359	-1'896
NE	90.5	0	-18'013	-26'357	-44'370	-23'138	-14'683	0	-37'821	-82'191	-100'765	-182'957	-1'053
GE	143.3	346'483	0	0	346'483	0	-75'103	-32'284	-107'388	239'095	6'433	245'528	531
JU	64.0	0	-56'933	-83'307	-140'239	-4'396	-465	0	-4'861	145'100	-17'354	-162'454	-2'314
CH	100.0	1'572'308	-1'572'308	-2'300'683	-2'300'683	-358'941	-239'294	-119'647	-717'881	-3'018'564	-227'327	-3'245'891	-407

IR = indice des ressources; PR = péréquation des ressources; CC = compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques; CCS = compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques; A-C = domaines pauvreté, vieillesse, intégration des étrangers; F = problématique des villes-centres.

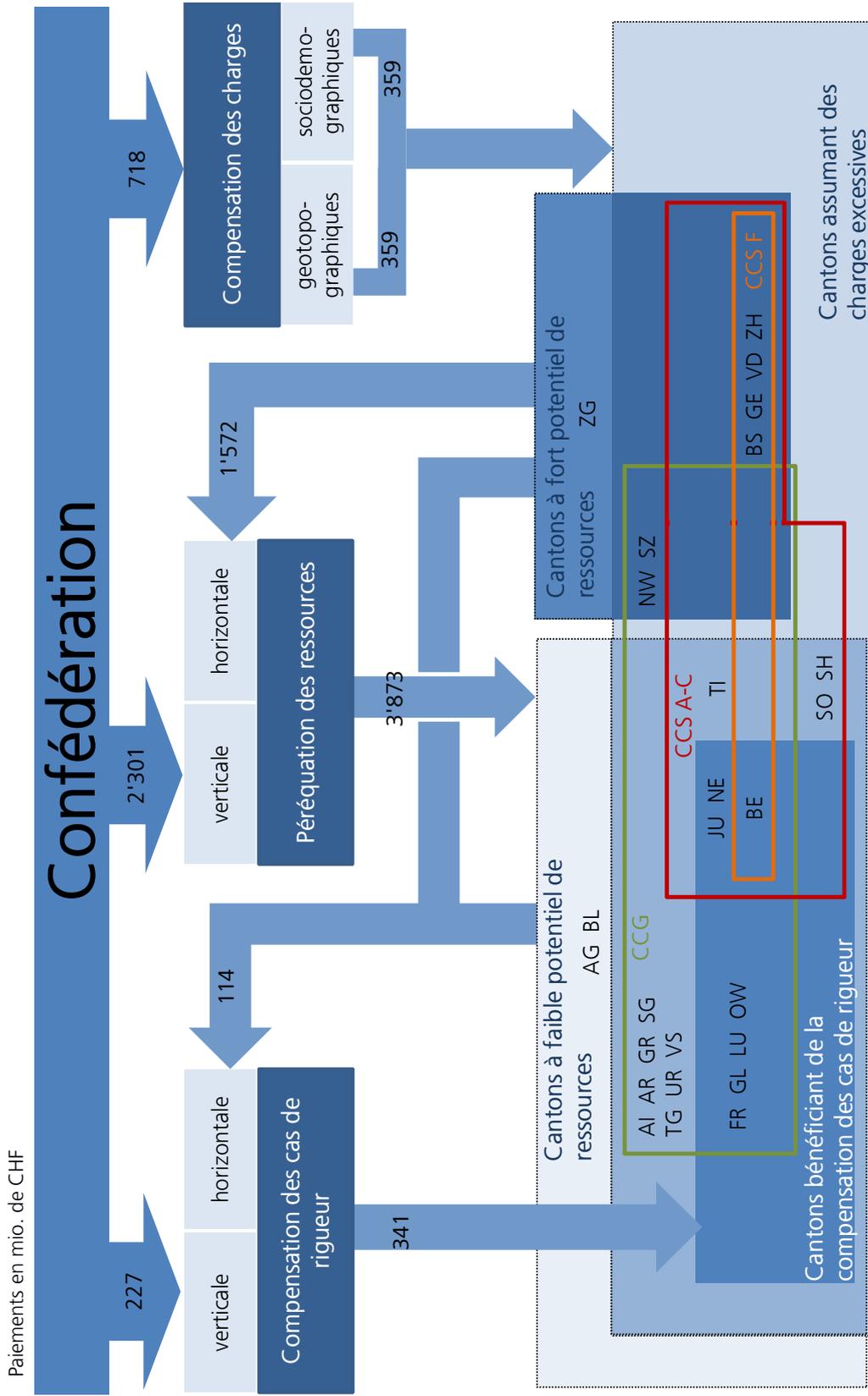
\* par habitant de la population déterminante pour le potentiel des ressources (= population résidente moyenne permanente et non permanente, moyenne des années 2010 - 2012).

Tableau 20 Paiements compensatoires nets en 2016 et comparaison avec 2015

*(+) charge pour le canton; (-) allégement pour le canton*

	Paiements compensatoires nets				Différence	
	Année 2016		Année 2015		2016 / 2015	
	<i>en CHF 1'000</i>	<i>en CHF par hab.</i>	<i>en CHF 1'000</i>	<i>en CHF par hab.</i>	<i>en CHF 1'000</i>	<i>en CHF par hab.</i>
ZH	441'822	316	417'028	302	24'795	14
BE	-1'265'062	-1'278	-1'233'416	-1'253	-31'646	-25
LU	-253'270	-664	-332'157	-883	78'887	219
UR	-81'387	-2'293	-86'438	-2'463	5'052	170
SZ	175'826	1'188	161'559	1'108	14'266	80
OW	-22'341	-622	-30'014	-849	7'673	227
NW	30'539	742	20'755	511	9'784	231
GL	-70'291	-1'789	-73'296	-1'892	3'004	103
ZG	326'184	2'840	316'613	2'806	9'571	34
FR	-427'691	-1'504	-417'111	-1'496	-10'580	-8
SO	-256'761	-999	-227'333	-894	-29'428	-105
BS	92'800	486	92'082	481	718	5
BL	-4'142	-15	4'948	18	-9'091	-33
SH	-1'402	-18	2'150	28	-3'552	-46
AR	-44'496	-836	-47'195	-892	2'699	56
AI	-16'681	-1'056	-18'103	-1'153	1'422	97
SG	-393'440	-814	-405'474	-847	12'033	33
GR	-258'504	-1'295	-275'687	-1'398	17'183	103
AG	-225'562	-366	-180'360	-297	-45'203	-68
TG	-225'566	-895	-237'761	-960	12'195	64
TI	-48'869	-144	-34'909	-104	-13'961	-40
VD	-11'352	-16	22'576	32	-33'928	-47
VS	-606'359	-1'896	-559'691	-1'792	-46'668	-104
NE	-182'957	-1'053	-207'280	-1'200	24'324	147
GE	245'528	531	256'029	558	-10'501	-28
JU	-162'454	-2'314	-165'698	-2'388	3'243	74
CH	-3'245'891	-407	-3'238'182	-410	-7'709	4

Figure 5 Représentation schématique de la péréquation financière 2016





# Annexe

## **Rapport succinct du Contrôle fédéral des finances (CDF)**

Examen des données cantonales de la nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons (disponible uniquement en allemand). Résultats des audits de mars 2015 auprès d'une sélection d'administrations fiscales cantonales.

16 juin 2015

Informations complémentaires sur le rapport du CDF:

Andreas Meyer, CDF, responsable de mandat, domaine d'examen 5, tél. 058 463 11 75.



# **Prüfung des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen**

Resultate der Prüfungen bei ausgewählten  
kantonalen Steuerämtern im März 2015

Bericht für die Fachgruppe Qualitätssicherung NFA, nach Beschlüssen der Sitzungen vom 21.4.2015  
und vom 16.6.2015

16. Juni 2015

## Inhaltsverzeichnis

<b>EINFÜHRUNG</b>	<b>3</b>
<b>QUALITÄTSKONTROLLE / NFA-DATEN-EXTRAKTIONSPROGRAMME</b>	<b>4</b>
<b>ENTSCHEIDBAUM FÜR DIE BEHANDLUNG DER EFK-FESTSTELLUNGEN</b>	<b>5</b>
<b>1 FESTGESTELLTE FEHLER</b>	<b>6</b>
1.1 Systematische Fehler (Typ 1a und 1b)	6
1.1.1 Keine Meldung von Fällen ohne gültige Adresse in der Schweiz	6
1.1.2 Unterjährige Steuerpflicht führt zur Meldung des pro rata temporis Reinvermögens	6
1.1.3 Fehlerhafte Zuordnung Arbeitnehmer internationale Transporte	7
1.1.4 Fehlerhafte Zuordnung österreichischer internationaler Wochenaufenthalter	7
1.1.5 Keine Meldung in der Kategorie „Übrige“	8
1.1.6 Meldung des steuerbaren Vermögens anstelle des Reinvermögens	9
1.2 Nicht systematische Fehler (Typ 1c und 1d)	10
1.2.1 Meldung in falscher Kategorie von Einkommen natürlicher Personen mit Quellenbesteuerung	10
1.2.2 Doppelte Meldung von nachträglich ordentlich veranlagten natürlichen Personen	10
1.2.3 Unbekannte Kategorie für quellensteuerpflichtige natürliche Personen	11
1.2.4 Meldung von kantonalen Statusgesellschaften als definitiv ohne aktuelle Steuerfaktoren gem. Steuererklärung	11
1.2.5 Meldung einer kantonalen Statusgesellschaft mit zwei Datenmeldungen für das gleiche Steuerobjekt (direkte Steuern) und das gleiche Steuersubjekt (gleiche Gesellschaft)	12
<b>2 UNTERSCHIEDLICHE INTERPRETATIONEN DER WEISUNGEN / ÜBRIGE FESTSTELLUNGEN</b>	<b>13</b>
2.1 Differenzen zwischen den EQP-Daten für die ESTV und den EQP-Daten für die EFK	13
2.2 Differenzen zwischen den VNP-Daten für die ESTV und den VNP-Daten für die EFK	13
2.3 Meldung der Bruttolöhne vor Korrekturen (Alimente, erhöhte Gewinnungskosten, usw.)	14
2.4 Meldung von Einkommensteilen sowohl im Indikator EQP als auch im Indikator ENP	14
<b>Anhang 1: Rechtsgrundlagen</b>	<b>15</b>
<b>Anhang 2: Abkürzungen, Glossar</b>	<b>16</b>

## EINFÜHRUNG

Gestützt auf Art. 6, Abs. 1 Bst j des Finanzkontrollgesetzes (SR 614.0) führt die Eidgenössische Finanzkontrolle (EFK) jährlich eine Prüfung der von den kantonalen Steuerämtern (KSTA) und Steuerverwaltungen (KSTV) für die Berechnung des Finanzausgleichs gelieferten Daten durch.

Die EFK hat für die diesjährigen Kontrollen den, gegenüber den Kontrollen der Jahre 2008 – 2011 angepassten, Prüfansatz fortgeführt. Seit 2012 erhebt die EFK die von den Kantonen ergriffenen Massnahmen bezüglich der, bei der letzten Prüfung der EFK festgestellten Fehler. Im Unterschied zur Prüfperiode 2008 – 2011 prüft die EFK aufgrund ihrer Risikobeurteilung pro Kanton nur noch ausgewählte Indikatoren. Mit diesem Prüfansatz wird den, von den Kantonen ergriffenen Qualitätssicherungsmassnahmen Rechnung getragen.

Im Jahr 2015 hat die EFK gelieferte Daten für **ausgewählte Indikatoren des Ressourcenausgleichs des Steuerjahres 2012** der Kantone Aargau (AG), Appenzell Ausserrhoden (AR), Appenzell Innerrhoden (AI), Glarus (GL), Neuenburg (NE) und Uri (UR) geprüft. Bei systematischen Fehlern weitet die EFK ihre Prüfungshandlungen auf die Steuerjahre 2010 und 2011 aus oder verlangt eine Abklärung durch den betroffenen Kanton.

Aus der folgenden Tabelle ist ersichtlich, welche Indikatoren<sup>1</sup> des Ressourcenausgleichs in welchen Kantonen im März 2015 geprüft wurden:

Kantone	Aargau	Appenzell Ausserrhoden	Appenzell Innerrhoden	Glarus	Neuenburg	Uri
<b>Indikatoren</b>						
<b>ENP</b>	X	X	X			X
<b>VNP</b>	X	X	X			X
<b>EQP</b>	X			X	X	X
<b>GJP</b>		X	X	X	X	

**Tabelle 1: 2015 geprüfte Indikatoren des Ressourcenausgleichs pro Kanton, Quelle: EFK**

Zwischen dem 10. und 23. März 2015 führten zwei NFA-Prüfteams parallel die Prüfungen bei den KSTA/KSTV durch. Als Prüfer haben die Herren Daniel Aeby, Finanzrevisor (GL, NE, UR), Markus Künzler, IT-Prüfer (GL, NE, UR), Jean-Marc Stucki, Finanzrevisor (AG, AR, AI) und Stéphane Kury, IT-Prüfer (AG) die Kontrollen vor Ort durchgeführt. Herr Patrick Wegmann wurde in die NFA-Prüfung eingeführt (AG, AR, AI). Das Prüfmandat begleitet Herr Andreas Meyer, Mandatsleiter EFD.

Die Weisungen der Eidg. Finanzverwaltung (EFV) werden bei der Datenmeldung weitgehend umgesetzt.

Bei jeder Prüfung haben die KSTA/KSTV die Gelegenheit erhalten, zu den Feststellungen der EFK Stellung zu nehmen. Soweit vorhanden wurden diese schriftlichen Stellungnahmen den jeweiligen Protokollen beigelegt.

<sup>1</sup> Die Indikatoren des Ressourcenausgleichs sind: Einkommen natürliche Personen (ENP), Vermögen der natürlichen Personen (VNP), Einkommen quellenbesteuerte natürliche Personen (EQP), Gewinne der juristischen Personen (GJP) und die Repartitionen.

## QUALITÄTSKONTROLLE / NFA-DATEN-EXTRAKTIONSPROGRAMME

### Beurteilung der Qualitätskontrollen

Die Beurteilung der Qualitätskontrollen ergibt ein gutes Bild. Die geprüften Kantone verfügen über beschriebene Kontrollen, die entsprechend angewendet werden und dokumentiert sind. Verbreitet stützen sich die Kontrollen der Kantone auf die Plausibilisierung der NFA-Daten. Einzelfallkontrollen werden nur wenig vorgenommen.

Mit Ergänzung der auf Plausibilisierungen beruhenden Kontrollen durch systematische Einzelfallkontrollen (Stichproben) könnte die Wirkung der Qualitätssicherungsmaßnahmen weiter verbessert werden.

Meldeart	einzelfallweise	summarisch
<b>Indikatoren</b>		
<b>ENP</b>	X	
<b>VNP</b>		X
<b>EQP</b>		X
<b>GJP</b>	X	

**Tabelle 2: Meldungsart pro Indikator des NFA-Ressourcenpotentials Quelle: EFK**

Wie aus Tabelle 2 ersichtlich ist, erfolgt die NFA-Datenmeldung pro Indikator des Ressourcenpotentials<sup>2</sup> entweder einzelfallweise<sup>3</sup> oder summarisch<sup>4</sup>. Die EFK ist der Auffassung, dass die durchgehende einzelfallweise Meldung der NFA-Daten eine Verbesserung der Datenqualität herbeiführen könnte. Dadurch würden zwischen den einzelnen Indikatoren systematische Querkontrollen ermöglicht. Schon heute verlangt die EFK für ihre Prüfungen auch für die Indikatoren VNP und EQP einzelfall-orientierte Daten, die sich jedoch häufig nicht vollständig mit den an die ESTV gemeldeten Daten abstimmen lassen (Beispiele: siehe Kapitel 2.1 und 2.2).

### Verwaltung der NFA-Daten-Extraktionsprogramme

Die Verwaltung der NFA-Daten-Extraktionsprogramme ist ein wesentlicher Pfeiler des NFA-Daten Qualitätsmanagements. Die Kantone betreiben das Änderungswesen der NFA-Extraktionsprogramme in der Regel abgestützt auf eine entsprechende Prozessbeschreibung mit definierten Tests und Dokumentationsanforderungen. Verbesserungspotential erblickt die EFK in der Dokumentation der durchgeführten Tests sowie in der Sicherstellung der Funktionentrennung zwischen den Aufgaben entwickeln, anwenden und kontrollieren.

<sup>2</sup> Siehe auch Weisung des EFD vom 19. Dezember 2008 über die Erhebung und Lieferung der erforderlichen Daten durch die Kantone gestützt auf Artikel 22 der Verordnung vom 7. November 2007 über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaV)

<sup>3</sup> im Steuerjahr pro Steuersubjekt, pro Steuerereignis

<sup>4</sup> VNP: Anzahl und Reinvermögen pro Vermögensklasse, EQP: Anzahl und Einkommen pro Quellensteuerkategorie

## ENTSCHEIDBAUM FÜR DIE BEHANDLUNG DER EFK-FESTSTELLUNGEN

Die EFK hat die Ergebnisse der in den sechs Kantonen durchgeführten Prüfungen gemäss dem untenstehenden Entscheidungsbaum klassifiziert (Abbildung 1). Dieser basiert auf den Bestimmungen von Art. 42 Abs. 1 der Verordnung über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaV, SR 613.2) sowie den Entscheiden und Vorschlägen der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA zuhanden der Finanzdirektoren-Konferenz.

Die EFK lädt die Fachgruppe Qualitätssicherung NFA ein, die erforderlichen Beschlüsse betreffend der in diesem Dokument als systematische und nicht-systematische Fehler sowie als Interpretationsfragen identifizierte Punkte, zu fassen.

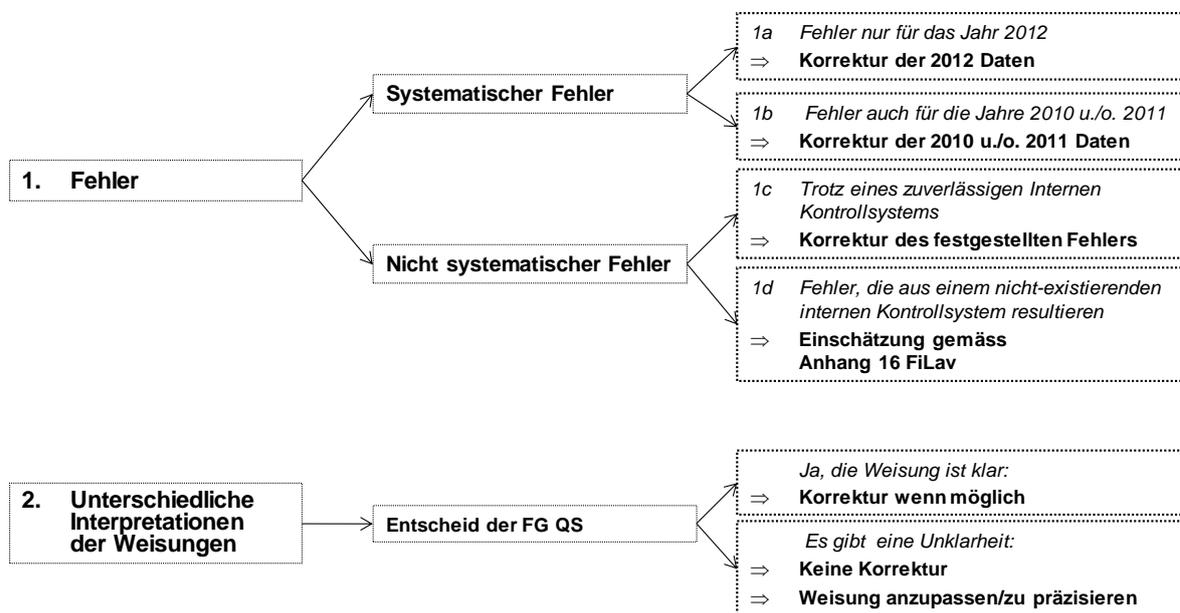


Abbildung 1: Entscheidungsbaum für die Behandlung der Feststellungen der EFK durch die FG QS NFA (Sitzung vom 21. April 2015)

## **1 FESTGESTELLTE FEHLER**

### **1.1 Systematische Fehler (Typ 1a und 1b)**

#### **1.1.1 Keine Meldung von Fällen ohne gültige Adresse in der Schweiz**

- **AG, Indikator ENP:** Für Fälle ohne gültige Adresse (Adressnachforschung pendent vor Erstellung der Rechnung) in der Schweiz, und ohne provisorischen Bezug der DBST erfolgte keine Meldung des steuerbaren Einkommens, obwohl zum Zeitpunkt der Datenextraktion Steuerfaktoren vorlagen. Gemäss den Abklärungen des Kantonalen Steueramts des Kantons Aargau (KSTA AG) betrifft dies für das Steuerjahr 2012 109 Fälle mit einem steuerbaren Einkommen von 1'817'700 Franken.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1a und 1b gemäss Entscheid-baum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 der ESTV nachgeliefert werden. Die Auswirkung auf den NFA wird als gering eingeschätzt.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

#### **1.1.2 Unterjährige Steuerpflicht führt zur Meldung des pro rata temporis Reinvermögens**

- **AG, Indikator VNP:** Fälle mit unterjährigen Steuerpflichten, beispielsweise bei Tod eines Ehepartners enthalten für das Steuerjahr 2012 zwei Steuerereignisse. Für die zwei Steuerereignisse werden die Vermögen pro rata temporis besteuert. Die pro rata temporis Berechnung passiert dafür über die Steuerfaktoren (Reinvermögen). Die NFA-Datenmeldung enthält die pro rata temporis Reinvermögen der Steuerereignisse, die sich auf die Periode endend am 31. Dezember 2012 beziehen, statt die gesamten Reinvermögen am Ende der Steuerperiode. Das KSTA AG hat insgesamt 4'640 Fälle identifiziert, die von diesem Fehler für die Meldung des Steuerjahrs 2012 betroffen sind. Die fehlenden Reinvermögen für primär Steuerpflichtige betragen 625 Millionen Franken und für die sekundär Steuerpflichtigen 24 Millionen Franken, insgesamt fehlen 649 Millionen Franken Reinvermögen in der Datenmeldung. Dies entspricht 0.64% der gemeldeten Reinvermögen.

Mit E-Mail vom 26. März 2015 ergänzte die KSTV AG die Stellungnahme vom 20. März 2015. Aus der Gemeinde Aarau fehlen 68 „provisorische“ Datensätze. Diese sind mit dem Code 30 („mögliche Betreuung“) gekennzeichnet. 11 der 68 Fälle verfügen insgesamt über ein steuerbares Vermögen von 5.4 Millionen Franken. Der Kanton Aargau schätzt auf dieser Grundlage die fehlenden Reinvermögen auf 7.2 Millionen Franken.

- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1a und 1b gemäss Entscheid-baum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 der ESTV nachgeliefert werden. Die Auswirkung auf den NFA wird als gering eingeschätzt.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

- **AR, Indikator VNP:** Fälle mit beschränkter Steuerpflicht und mit unterjährigen Steuerpflichten, beispielsweise bei Tod eines Ehepartners enthalten für das Steuerjahr 2012 zwei Steuerereignisse. Für die zwei Steuerereignisse werden die Vermögen pro rata temporis besteuert. Die pro rata temporis Berechnung passiert dafür über die Steuerfaktoren (Reinvermögen). Die NFA-Datenmeldung enthält die pro rata temporis Reinvermögen der Steuerereignisse statt die gesamten Reinvermögen am Ende der Steuerperiode. Die KSTV AR ist der Ansicht, dass sich die verschiedenen Fallkonstellationen gegenseitig bis auf einen vernachlässigbaren Nettoeffekt aufheben. Sie legt keine Quantifizierung der Auswirkungen auf das NFA-Potential vor.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1a und 1b gemäss Entscheidbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 der ESTV nachgeliefert werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

### 1.1.3 Fehlerhafte Zuordnung Arbeitnehmer internationale Transporte

- **GL, Indikator EQP:** Die Bruttolöhne von 21 Arbeitnehmern von internationalen Transporteuren wurden in der Kategorie „Ansässige“ statt in der Kategorie „Übrige“ gemeldet. Die unterschiedliche Gewichtung<sup>5</sup> der Kategorien für das Ressourcenpotential erfordert eine Meldung der Bruttolöhne in den richtigen Kategorien.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1a und 1b gemäss Entscheidbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 der ESTV nachgeliefert werden. Die Auswirkung auf den NFA wird als gering eingeschätzt.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

### 1.1.4 Fehlerhafte Zuordnung österreichischer internationaler Wochenaufenthalter

- **GL, Indikator EQP:** Die Bruttolöhne von österreichischen Arbeitnehmern auf der Baustelle Linthal 2015 meldet die KSTV GL in der Kategorie „Österreichische Grenzgänger“. Die österreichischen Arbeitnehmer arbeiten gemäss den erteilten Auskünften in Schichten von 10 Tagen und sind in dieser Zeit im „Camp Reitimatt“ untergebracht. In den folgenden arbeitsfreien Tagen gehen die österreichischen Arbeitnehmer nach Hause. Die EFK ist der Meinung, dass es sich hier um internationale Wochenaufenthalter aus EU/EFTA Staaten<sup>6</sup> handelt, die für den NFA in der Kategorie „Übrige“ gemeldet werden sollten.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1a und 1b gemäss Entscheidbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 der ESTV nachgeliefert werden.*

<sup>5</sup> Vgl. dazu Verordnung über den Finanz- und Lastenausgleich, Anhang 3, 2. Berechnungsformeln

<sup>6</sup> Vgl. dazu Weisung des EFD vom 19. Dezember 2008 über die Erhebung und Lieferung der erforderlichen Daten durch die Kantone gestützt auf Artikel 22 der Verordnung vom 7. November 2007 über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaV), Anhang 2 „Einkommen der an der Quelle besteuerten Personen“

- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.
  
- **UR, Indikator EQP:** Die Bruttolöhne von österreichischen Arbeitnehmern auf der NEAT-Baustelle meldet das KSTA UR in der Kategorie „Österreichische Grenzgänger“. Die österreichischen Arbeitnehmer kehren am Ende des Arbeitstages nicht nach Hause zurück. Die EFK ist der Meinung, dass es sich hier um internationale Wochenaufenthalter aus EU/EFTA Staaten<sup>5</sup> handelt, die für den NFA in der Kategorie „Übrige“ gemeldet werden sollten.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1a und 1b gemäss Entscheidbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 der ESTV nachgeliefert werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

#### 1.1.5 Keine Meldung in der Kategorie „Übrige“

- **UR, Indikator EQP:** In der Kategorie „Übrige“ meldet das KSTA UR keine Bruttolöhne. Diese sind in den Bruttolöhnen der Kategorie „Ansässige“ enthalten. Die unterschiedliche Gewichtung<sup>7</sup> der Kategorien für das Ressourcenpotential erfordert eine Meldung der Bruttolöhne in den richtigen Kategorien.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1a und 1b gemäss Entscheidbaum. Diese Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 der ESTV nachgeliefert werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

---

<sup>7</sup> Vgl. dazu Verordnung über den Finanz- und Lastenausgleich, Anhang 3, 2. Berechnungsformeln

### 1.1.6 Meldung des steuerbaren Vermögens anstelle des Reinvermögens

- **AI, Indikator VNP:** Bei natürlichen Personen mit provisorischem Bezug der Staats- und Gemeindesteuern zum Zeitpunkt der NFA-Datenextraktion meldet die KSTV AI systematisch die steuerbaren Vermögen anstelle der Reinvermögen. Dies wird unter anderem damit begründet, dass für den provisorischen Bezug der Staats- und Gemeindesteuern keine Steuerauscheidung erstellt wird. Die KSTV AI weist darauf hin, dass diese Feststellung auch für andere Kantone gelten könnte, die NEST anwenden. Gemäss Stellungnahme der KSTV AI vom 27. März 2015 betrifft diese Feststellung 44 Fälle mit einem steuerbaren Vermögen von 73'314'000 Franken. Die Korrektur zwischen den für diese Fälle gemeldeten steuerbaren Vermögen und den Reinvermögen (entspricht den Sozialabzügen) schätzt die KSTV AI auf 3'300'000 Franken. Dies entspricht 0.08% der gemeldeten Vermögen für das Steuerjahr 2012.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1a und 1b gemäss Entscheidbaum. Diese Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 der ESTV nachgeliefert werden. Die Auswirkung auf den NFA wird als gering eingeschätzt.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird. Der Sachverhalt wird in die Liste „Entscheide der Fachgruppe Qualitätssicherung“ aufgenommen. Diese Liste ist Teil der Informationen des Anhangs zum alle vier Jahre erscheinenden Wirksamkeitsbericht des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Vgl. dazu Wirksamkeitsbericht 2012 – 2015 des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen vom Januar 2014, S. 52, „Die Fachgruppe diskutiert im Rahmen ihrer Sitzungen auch Probleme und Fragen, die sich in der Praxis bei der Datenerhebung der Kantone ergeben. ... Dabei besteht meistens ein Zielkonflikt zwischen der Genauigkeit der Daten und der Vollzugseffizienz der Datenerhebung. ... Das Ressourcenpotential soll die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit jedes Kantons möglichst korrekt abbilden, ohne dass von den Kantonen ein unverhältnismässiger Aufwand bei der Datenerhebung verlangt wird.“

## 1.2 Nicht systematische Fehler (Typ 1c und 1d)

### 1.2.1 Meldung in falscher Kategorie von Einkommen natürlicher Personen mit Quellenbesteuerung

- **AG, Indikator EQP:** Die EFK ist mit den vorgenommenen Prüfungshandlungen auf als „Ansässige“ gemeldete Fälle gestossen, welche richtigerweise der Kategorie „Übrige“ zuzuordnen sind. Umgekehrt waren auch Fälle feststellbar, die als „Übrige“ gemeldet wurden aber korrekterweise der Kategorie „Ansässige“ zuzuordnen sind. Das KSTA AG führt die fehlerhaften Zuordnungen auf das nicht nachgeführte Datenfeld „GG-Land“ in der Software für die Verwaltung der Quellensteuer nach einem Zu- oder Wegzug zurück.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 mit den korrekten Kategorien nachgemeldet werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.
  
- **GL, Indikator EQP:** Die EFK ist mit den vorgenommenen Prüfungshandlungen auf als „Übrige“ gemeldete Fälle gestossen, welche richtigerweise der Kategorie „Ansässige“ zuzuordnen sind da diese über eine Wohnadresse im Kanton Glarus verfügen.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 mit den korrekten Kategorien nachgemeldet werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um einen Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

### 1.2.2 Doppelte Meldung von nachträglich ordentlich veranlagten natürlichen Personen

- **UR, Indikator EQP:** Die EFK stellte in der NFA-Datenmeldung für einige nachträglich ordentlich veranlagte natürliche Personen fest, dass diese sowohl im Indikator EQP als auch im Indikator ENP gemeldet wurden. Die Abklärungen des KSTA UR ergaben 21 Fälle mit einer doppelt gemeldeten Lohnsumme von 3'327'555 Franken.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 korrekt nachgemeldet werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Das KSTA UR wird gebeten, die Daten für den Indikator EQP für das Steuerjahr 2012 korrekt nachzuliefern.

### 1.2.3 Unbekannte Kategorie für quellensteuerpflichtige natürliche Personen

- **NE, Indikator EQP:** In der NFA-Datenmeldung sind Bruttolöhne von 995 quellensteuerpflichtigen Personen im Umfang von 14'694'034 Franken enthalten, bei denen die richtige Kategorie nicht bekannt ist (Information des Arbeitgebers beziehungsweise der Einwohnerkontrolle fehlt). Die KSTV NE meldet diese Fälle in der Kategorie „Ansässige“ auch wenn darunter Fälle sein können, die der Kategorie „Übrige“ zuzuordnen sind.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidungsbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 korrekt nachgemeldet werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Auf eine Korrektur für das Steuerjahr 2012 wird verzichtet.

### 1.2.4 Meldung von kantonalen Statusgesellschaften als definitiv ohne aktuelle Steuerfaktoren gem. Steuererklärung

- **NE, Indikator GJP:** Die EFK ist auf zwei Gesellschaften mit kantonalem Sonderstatus gestossen, die für die NFA-Datenmeldung als definitiv veranlagt gemeldet wurden, obwohl zum Zeitpunkt der NFA-Datenextraktion die Steuererklärung 2012 noch nicht vorlag. Dies betrifft eine Holdinggesellschaft mit einem steuerbaren Gewinn von 1'261'700 Franken und einem Beteiligungsabzug von 73.788% sowie eine Domizilgesellschaft mit einem steuerbaren Gewinn von 25'000 Franken.
- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** *Vorgehen 1c gemäss Entscheidungsbaum. Die fehlerhaften Fälle sollten für das Steuerjahr 2012 korrekt nachgemeldet werden.*
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Es handelt sich nicht um Fehler mit einem wesentlichen Einfluss auf das NFA-Ressourcenpotential, weshalb auf eine Korrektur verzichtet wird.

**1.2.5 Meldung einer kantonalen Statusgesellschaft mit zwei Datenmeldungen für das gleiche Steuerobjekt (direkte Steuern) und das gleiche Steuersubjekt (gleiche Gesellschaft)**

- **NE, Indikator GJP:** Die NFA-Datenmeldung der KSTV NE enthält für eine juristische Person zwei Datensätze. Ein Datensatz wird als ordentlich besteuerte Gesellschaft gemeldet und ein Datensatz wird als Domizilgesellschaft gemeldet. Die Gesellschaft wird mit drei verschiedenen Veranlagungen besteuert. Ein Teil ordentlich, ein Teil als Domizilgesellschaft und ein Teil als Holdinggesellschaft. Es handelt sich um eine wesentliche juristische Person.

Veranlagungen gem. KSTV NE:	ordentlich	Domizil	Holding
Datenmeldungen NFA KSTV NE:	X		X
Datenmeldung gem. Weisung:			gemischte Gesellschaft X

**Abbildung 2: Darstellung juristische Person mit drei verschiedenen Veranlagungen und zwei Meldungen in den NFA-Daten, Quelle: EFK**

Die EFK ist der Auffassung, dass diese juristische Person als gemischte Gesellschaft mit Beteiligungsabzug und den entsprechenden Gewinnen aus inländischer und ausländischer Quelle gemeldet werden müsste.

- **Vorschlag der EFK für die Fehlerbehebung:** Vorgehen 1c gemäss Entscheidbaum. Der fehlerhafte Fall sollte für das Steuerjahr 2012 korrekt nachgemeldet werden. Da es sich um einen Fall mit signifikanten steuerbaren Gewinnen handelt sollte auch für die Steuerjahre 2011 und 2010 eine Nachlieferung angefordert werden.
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Die Fachgruppe nimmt ergänzende Abklärungen vor und beschliesst, eine Korrektur für die Bemessungsjahre 2012, 2011 und 2010 (Qualifizierung als gemischte Gesellschaft). Dieser Entscheid wurde an der Sitzung vom 16. Juni 2015 bestätigt.

## **2        UNTERSCHIEDLICHE INTERPRETATIONEN DER WEISUNGEN / ÜBRIGE FESTSTELLUNGEN**

### **2.1        Differenzen zwischen den EQP-Daten für die ESTV und den EQP-Daten für die EFK**

- **NE, Indikator EQP:** Die KSTV NE meldet für den NFA Bruttolöhne von 899'889'204 Franken von französischen Grenzgängern. Die der EFK gelieferten Detaildaten führen in Summe zu einer um 21'073'025 Franken tieferen Bruttolohnsumme. Gemäss der KSTV NE ist der für den NFA gelieferte Wert korrekt. Dieser Sachverhalt erschwert den Nachvollzug der NFA-Datenmeldung der KSTV NE für den Indikator EQP. Mögliche Gründe für die festgestellte Differenz sind: unterschiedliche Auswertungszeitpunkte oder unterschiedliche Gestaltung der Datenbank-Abfragen.
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Der Sachverhalt wird in die Liste „Entscheide der Fachgruppe Qualitätssicherung“ aufgenommen. Diese Liste ist Teil der Informationen des Anhangs zum alle vier Jahre erscheinenden Wirksamkeitsbericht des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen.

### **2.2        Differenzen zwischen den VNP-Daten für die ESTV und den VNP-Daten für die EFK**

- **AR, Indikator VNP:** Die KSTV AR meldet für den NFA insgesamt Vermögen von 12'402'626'551 Franken (gemäss Testat der ESTV vom 17. Februar 2015). Die der EFK gelieferten Detaildaten führen in Summe zu einer um 34'791'489 Franken höheren Vermögenssumme. Gemäss der KSTV AR ist der für den NFA gelieferte Wert korrekt. Dieser Sachverhalt erschwert den Nachvollzug der NFA-Datenmeldung der KSTV AR für den Indikator VNP. Mögliche Gründe für die festgestellte Differenz sind: unterschiedliche Auswertungszeitpunkte oder unterschiedliche Gestaltung der Datenbank-Abfragen.
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Der Sachverhalt wird in die Liste „Entscheide der Fachgruppe Qualitätssicherung“ aufgenommen. Diese Liste ist Teil der Informationen des Anhangs zum alle vier Jahre erscheinenden Wirksamkeitsbericht des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen.

### 2.3 Meldung der Bruttolöhne vor Korrekturen (Alimente, erhöhte Gewinnungskosten, usw.)

- **NE, Indikator EQP:** Die KSTV NE nimmt bei einigen quellenbesteuerten natürlichen Personen Korrekturen an den Bruttolöhnen für bezahlte Alimente, erhöhte Gewinnungskosten, usw. vor. Für das Steuerjahr wurden die Bruttolöhne insgesamt um 5'573'003 Franken korrigiert. Die KSTV NE meldet für den NFA in diesen Fällen die Bruttolöhne vor Korrekturen (Bruttolöhne wie von den Arbeitgebern gemeldet). Die EFK betrachtet die erwähnten Korrekturen als *ergänzende ordentliche Veranlagungen*. Die Fälle mit Korrekturen wurden in Übereinstimmung mit der Bestimmung der Weisung des EFD vom 19. Dezember 2008<sup>9</sup>, welche hier ein Wahlrecht gewährt, gemeldet. Ist dieses Wahlrecht im Hinblick auf die Gleichbehandlung aller Kantone noch zweckmässig?
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Der Sachverhalt wird in die Liste „Entscheide der Fachgruppe Qualitätssicherung“ aufgenommen. Diese Liste ist Teil der Informationen des Anhangs zum alle vier Jahre erscheinenden Wirksamkeitsbericht des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen.

### 2.4 Meldung von Einkommensteilen sowohl im Indikator EQP als auch im Indikator ENP

- **NE, Indikator EQP:** Die KSTV NE meldet für 622 quellenbesteuerte natürliche Personen einerseits die Bruttolöhne aus der beruflichen Aktivität (EQP) und andererseits übrige besteuerte Einkünfte (ENP), beispielsweise aus Alimenten, Wertschriftenerträgen oder aus Einkommen aus selbständiger Erwerbstätigkeit. Die Einkünfte werden nicht doppelt gemeldet. Wie beurteilt die Fachgruppe Qualitätssicherung NFA diesen Sachverhalt?
- ⇒ **Stellungnahme der Fachgruppe Qualitätssicherung NFA:** Der Sachverhalt wird in die Liste „Entscheide der Fachgruppe Qualitätssicherung“ aufgenommen. Diese Liste ist Teil der Informationen des Anhangs zum alle vier Jahre erscheinenden Wirksamkeitsbericht des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen.

## EIDGENÖSSISCHE FINANZKONTROLLE

Andreas Meyer  
Mandatsleiter

Jean-Marc Stucki  
Revisionsleiter

<sup>9</sup> Vgl. dazu Weisung des EFD vom 19. Dezember 2008, Anhang 2 „Einkommen der an der Quelle besteuerten Personen“, Kapitel 1.1.1, „Volle“ Besteuerung (keine Einschränkung durch internationale Abkommen), lit a) Ansässige, 2. Abschnitt: „...(ergänzende ordentliche Veranlagungen können aus Verhältnismässigkeitsgründen unberücksichtigt bleiben)...“

## **Anhang 1: Rechtsgrundlagen**

Finanzkontrollgesetz (FKG, SR 614.0)

Finanzhaushaltgesetz (FHG, SR 611.0)

Finanzhaushaltverordnung (FHV, SR 611.01)

Bundesgesetz über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaG, SR 613.2)

Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG, SR 642.14)

Verordnung über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaV, SR 613.21); diese wird im November 2015 mit den NFA-Zahlen 2016 ergänzt

Weisung des EFD vom 19. Dezember 2008 über die Bearbeitung der Daten zum Ressourcen- und zum Lastenausgleich durch die ESTV, das BFS und die EFV

Weisung des EFD vom 19. Dezember 2008 über die Erhebung und Lieferung der erforderlichen Daten durch die Kantone

Weisungen des EDI vom 9. Mai 2008 über die Datenerhebung und –lieferung, gestützt auf Artikel 28 Absatz 2 der Verordnung vom 7. November 2007 über den Finanz- und Lastenausgleich (FiLaV)

## **Anhang 2: Abkürzungen, Glossar**

### **Abkürzungen:**

<b>DBG</b>	Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (SR 642.11)
<b>DBSt</b>	Direkte Bundessteuer
<b>EFD</b>	Eidgenössisches Finanzdepartement
<b>EFK</b>	Eidgenössische Finanzkontrolle
<b>EFV</b>	Eidgenössische Finanzverwaltung
<b>ENP</b>	Einkommen der natürlichen Personen
<b>EQP</b>	Einkommen der an der Quelle besteuerten natürlichen Personen
<b>ESTV</b>	Eidgenössische Steuerverwaltung
<b>FiLaV</b>	Verordnung über den Finanz- und Lastenausgleich (SR 613.2)
<b>FG QS</b>	Fachgruppe Qualitätssicherung NFA
<b>FKG</b>	Finanzkontrollgesetz (SR 614.0)
<b>GJP</b>	Gewinn der juristischen Personen
<b>IT</b>	Elektronische Datenverarbeitung
<b>jP</b>	Juristische Personen
<b>KSTA</b>	Kantonales Steueramt
<b>KSTV</b>	Kantonale Steuerverwaltung
<b>NEST</b>	Neue Software Technologie Gemeinden GmbH
<b>NFA</b>	Neuer Finanzausgleich und Aufgabenteilung
<b>nP</b>	Natürliche Personen
<b>NV</b>	Nachträglich (ordentlich) veranlagte quellenbesteuerte natürliche Personen
<b>StHG</b>	Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (SR 642.14)
<b>VNP</b>	Vermögen der natürlichen Personen

**Glossar:**

Ordentlich besteuerte juristische Person	Das DBG unterscheidet für die Besteuerung von juristischen Personen nicht zwischen ordentlich besteuerten Gesellschaften und Gesellschaften mit kantonalem Sonderstatus. Auf kantonaler Ebene gibt es gemäss StHG diese Unterscheidung.
Gesellschaft mit steuerlichem kantonalen Sonderstatus	Gemäss StHG, Art. 28 Abs. 2ff werden drei steuerliche kantonale Sonderstati unterschieden.
Domizil-gesellschaft	Art. 28 Abs. 3 StHG: Kapitalgesellschaften, Genossenschaften und Stiftungen, die in der Schweiz eine Verwaltungstätigkeit, aber keine Geschäftstätigkeit ausüben.
Gemischte Gesellschaft	Art. 28 Abs. 4 StHG: Kapitalgesellschaften und Genossenschaften, deren Geschäftstätigkeit überwiegend auslandsbezogen ist und die in der Schweiz nur eine untergeordnete Geschäftstätigkeit ausüben.
Holding	Art. 28 Abs. 2 StHG: Kapitalgesellschaften und Genossenschaften, deren statutarischer Zweck zur Hauptsache in der dauernden Verwaltung von Beteiligungen besteht und die in der Schweiz keine Geschäftstätigkeit ausüben.
NEST	NEST (Neue Software Technologie Gemeinden GmbH) ist ein Gemeinschaftsunternehmen der Firmen InnoSolv AG, KMS AG und Sesam AG. Unter dem Namen NEST wird Software für die Steuerveranlagung und den Steuerbezug angeboten und betrieben. 11 Kantone (AI, BL, BS, GL, LU, NW, OW, SH, SZ, TG und UR) setzen NEST ein.